

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET DÉVELOPPEMENT AU LAOS : UNE ANALYSE DU PROJET  
HYDROÉLECTRIQUE DE *XAYABURI*

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MORGAN LESSARD

NOVEMBRE 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## **REMERCIEMENTS**

Je tiens à remercier ma directrice de recherche Maya Jegen pour ses précieux conseils, son appui constant, son engagement et pour la confiance qu'elle m'a accordée tout au long de ce parcours. Mes remerciements vont également à tous les professeurs qui ont marqué mon cheminement académique, ainsi qu'au département de science politique de l'UQAM pour son encadrement.

En dernier lieu, je désire exprimer ma plus profonde gratitude à mes proches et à ma famille pour leur soutien inestimable tout au long de mon parcours. Je souhaite également exprimer mes remerciements les plus chaleureux à ma conjointe, qui m'a soutenu et encouragé tout au long de ce parcours. Sa présence attentionnée, son dévouement et ses encouragements ont facilité chaque étape de mon cheminement, et sa confiance en moi a été un facteur déterminant dans l'accomplissement de mes objectifs.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>v</b>
<b>LISTE DES ABBRÉVIATIONS ET ACRONYMES</b> .....	<b>vi</b>
<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>ix</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE EN ASIE DU SUD-EST : ACCORDS, FINANCEMENT ET PROCÉDURES DE CONSULTATION</b> .....	<b>6</b>
<b>1.1 Histoire du développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est</b> .....	<b>6</b>
1.1.1 La crise financière asiatique et ses séquelles.....	8
1.1.2 Les effets avérés des projets hydroélectriques .....	10
<b>1.2 Le barrage de <i>Xayaburi</i> : précurseur sur le cours principal du Mékong</b> .....	<b>11</b>
1.2.1 Impacts Socio-écologiques transfrontaliers.....	14
1.2.2 Redéfinition des dynamiques géopolitiques.....	17
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>CADRE CONCEPTUEL, HYPOTHÈSE ET MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>19</b>
<b>2.1 Cadre conceptuel</b> .....	<b>19</b>
<b>2.2 Hypothèse</b> .....	<b>20</b>
<b>2.3 Méthodologie</b> .....	<b>21</b>
2.3.1 Méthode de collecte de données.....	22
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>DÉVELOPPEMENTALISME, CARENCES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS D'ÉVALUATION ET DE CONSULTATION</b> .....	<b>24</b>
<b>3.1 Premier facteur explicatif : Régime développementaliste galvanisé par l'influence de la Chine</b> .....	<b>24</b>
3.1.1 Implications de la régulation du secteur hydroélectrique régional par la Chine .....	26
3.1.2 État développementaliste laotien.....	30
3.1.3 Implications du modèle développementaliste .....	33
<b>3.2 Deuxième facteur explicatif : insuffisances en matière de gouvernance, déficiences institutionnelles, et défauts des processus d'évaluation et de consultation</b> .....	<b>34</b>
3.2.1 Gouvernance régionale.....	35
3.2.2 Régime politique laotien: Enracinement des institutions du LPRP.....	37
<b>3.3 Processus d'évaluation et de consultation</b> .....	<b>38</b>

3.3.1 Analyse des limites des rapports et évaluations .....	42
3.3.2 Opposition au projet de barrage .....	45
<b>3.4 Discussion</b> .....	<b>48</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>52</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>58</b>

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1</b> Capacité énergétique productive du Laos par source.....	2
<b>Figure 2</b> Projets hydroélectriques proposés sur le cours principal du Mékong dans le bassin inférieur du Mékong et la province du Yunnan, en Chine.....	27
<b>Figure 3</b> Dette du Laos en pourcentage du PIB.....	31
<b>Figure 4</b> Barrages complétés, en cours de complétion et planifiés sur le cours principal du Mékong.....	40
<b>Figure 5</b> Coût de l'électricité au Laos par secteur, de 2017 à 2022 .....	54

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1</b> Caractéristiques principales du projet de barrage de Xayaburi .....	12
<b>Tableau 2</b> Modèle de gouvernance du Mékong .....	36

## LISTE DES ABBRÉVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ADB</b>	Banque asiatique de développement ( <i>Asian Development Bank</i> )
<b>ANASE</b>	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ASE</b>	Asie du Sud-Est
<b>BM</b>	Banque Mondiale ( <i>World Bank</i> )
<b>BOT</b>	Acheter-Opérer-Transférer ( <i>Buy-Operate-Transfer</i> )
<b>CNR</b>	Compagnie Nationale du Rhône
<b>EGAT</b>	Autorité de Génération d'Électricité de Thaïlande ( <i>Electricity Generating Authority of Thailand</i> )
<b>EIA</b>	Étude d'impact environnemental ( <i>Environmental Impact Assessment</i> )
<b>GMS</b>	Sous-région du Grand Mékong ( <i>Greater Mekong Subregion</i> )
<b>ICEM</b>	Centre International pour la Gestion Environnementale ( <i>International Centre for Environmental Management</i> )
<b>ICJ</b>	Cour de justice internationale ( <i>International Court of Justice</i> )
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>ILC</b>	Commission de droit internationale ( <i>International Law Commission</i> )
<b>IPP</b>	Producteur d'énergie indépendants ( <i>Independent Power Producers</i> )



<b>IWRM</b>	Gestion intégrée des ressources en eau ( <i>Integrated Water Resources Management</i> )
<b>MDBs</b>	Banque de Développement multilatérale ( <i>Multilateral Development Banks</i> )
<b>MEM</b>	Ministère de l'énergie et des Mines ( <i>Ministry of Energy and Mines</i> )
<b>MIME</b>	Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie ( <i>Ministry of Industry Mines and Energy</i> )
<b>MoNRE</b>	Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles ( <i>Ministry of Natural Resources and Environment</i> )
<b>MOUs</b>	Mémorandum d'accord ( <i>Memoranda of Understanding</i> )
<b>MoWRAM</b>	Ministère des ressources en eau et de la Météorologie ( <i>Ministry of Water Resources and Meteorology</i> )
<b>MPI</b>	Ministère de la Planification et des Investissements ( <i>Ministry of Planning and Investment</i> )
<b>NEPC</b>	Comité National de Politique Énergétique ( <i>National Energy Policy Committee</i> )
<b>NMCs</b>	Comité National du Mékong (National Mekong Committees)
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce (World Trade Organization)
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économique (Organisation for Economic Co-operation and Development)

<b>PCA</b>	Accord de consultation préalable ( <i>Prior Consultation Agreement</i> )
<b>PNPCA</b>	Procédures de notification, de consultation préalable et d'accord ( <i>Procedures for Notification, Prior Consultation, and Agreement</i> )
<b>PPA</b>	Contrat ou programme d'achat d'électricité ( <i>Power Purchase Agreement</i> )
<b>RBO</b>	Organisation de bassin fluvial ( <i>River Basin Organization</i> )
<b>RCEP</b>	Partenariat Économique Régional Global ( <i>Regional Comprehensive Economic Partnership</i> )
<b>RMU</b>	Unité de Gestion de Réinstallation ( <i>Resettlement Management Unit</i> )
<b>SEA</b>	Évaluations Environnementales Stratégiques ( <i>Strategic Environmental Assessment</i> )
<b>TLIC</b>	Transformation des Terres en Capital ( <i>Turning Land into Capital</i> )

## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise porte sur les enjeux politiques, sociaux et environnementaux du développement de l'hydroélectricité en Asie du Sud-Est. Il regarde spécifiquement le cas du barrage de *Xayaburi* au Laos, le premier projet hydroélectrique à être érigé sur le cours principal du Mékong.

La mise en œuvre d'un tel barrage suscite de nombreuses préoccupations, notamment environnementales en raison de la dégradation potentielle de l'écologie fluviale et de la biodiversité, et sociales relatives à l'impact sur les communautés riveraines et leurs moyens de subsistance. La situation géographique du barrage confère à ces répercussions un caractère transfrontalier, entraînant d'importants différends entre les États de la région sur le développement durable du fleuve et des questions de souveraineté quant à son utilisation. Ces enjeux soulèvent également des interrogations substantielles sur la gouvernance transfrontalière des ressources en eau partagées dans la région du sous-bassin du Mékong.

L'approche conceptuelle explorée se penche sur deux facteurs explicatifs permettant de comprendre pourquoi le barrage de *Xayaburi* a pu se concrétiser malgré les controverses entourant sa construction. Le premier facteur est le climat formé par un régime développementaliste présent en Asie du Sud-Est, soit un modèle de croissance qui favorise des politiques de développement insouciantes des externalités qu'elles génèrent. Ce paradigme justifie la promotion des grands projets d'infrastructure énergétique malgré leurs importantes répercussions sociales et environnementales. Le deuxième facteur concerne les lacunes de gouvernance et les déficiences institutionnelles. À l'échelle nationale, ces carences se manifestent au sein des gouvernements des États membres de la Commission du Mékong (MRC). De fait, le régime politique autoritaire au Laos est caractérisé par une forte centralisation du pouvoir, un niveau élevé de corruption, un manque de transparence et une répression de la société civile. À l'échelle régionale, les organisations multilatérales telles que la MRC et l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) peinent à gérer les défis d'une gouvernance transfrontalière efficace relative au partage des ressources communes.

Le rôle de précurseur du barrage et sa position géostratégique signifie qu'il définira le cadre des futurs développements sur le cours principal du Mékong. Le résultat de son processus d'approbation et de consultation façonnera le rôle de la MRC, et de manière plus générale, dictera la configuration de la gouvernance transfrontalière dans la sous-région du Mékong.

Ce mémoire est fondé sur une analyse documentaire, englobant une multitude d'études empiriques et de documents de régulation et d'évaluation environnementale. Les études choisies traitent des nombreux enjeux entourant le développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est, ainsi que des stratégies et acteurs influents dans la prolifération de barrages.

**MOTS CLÉS :** développement, hydroélectricité, *Xayaburi*, Mékong, Laos, Chine, barrage

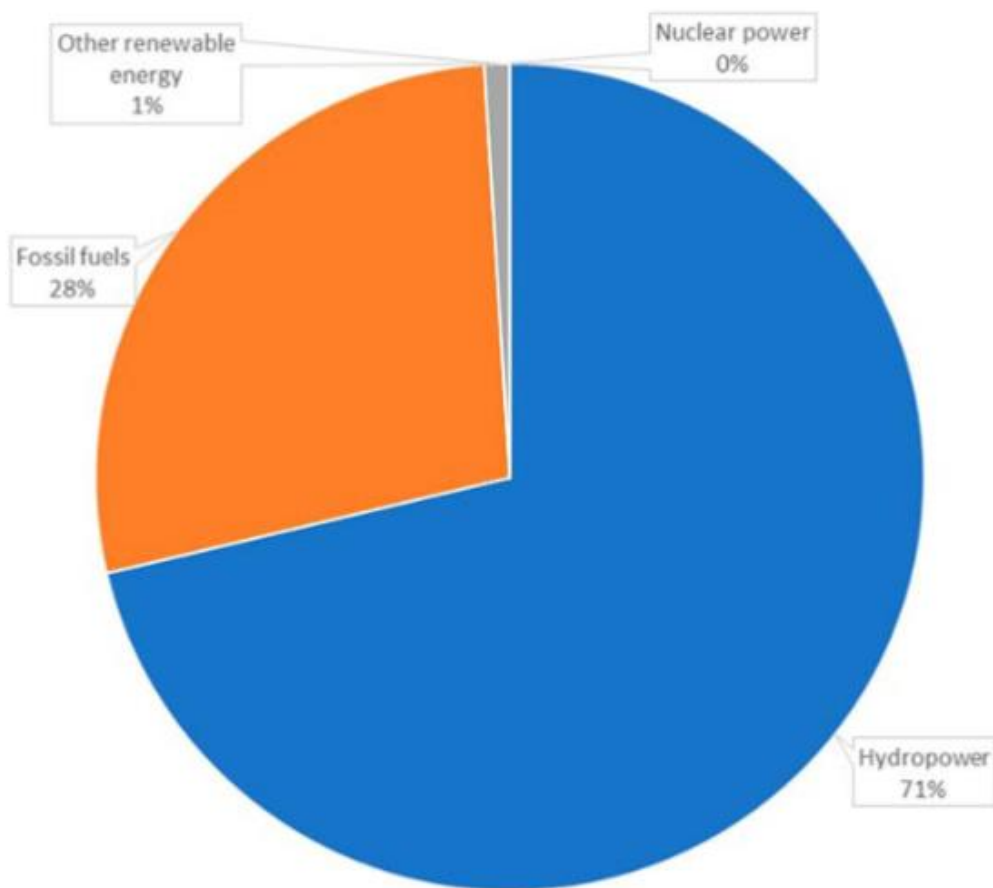
## INTRODUCTION

Traversant l'Asie du Sud-Est du nord au sud, le Mékong est surpassé en biodiversité uniquement par l'Amazone. Ne se résumant pas uniquement à une simple voie navigable ou source de nourriture, ce fleuve représente un écosystème vital pour des millions de personnes et d'espèces animales (Chellaney, 2019). En effet, parmi les 70 millions de personnes habitant le bassin du Mékong, 75% dépendent de la pêche et de l'agriculture, tandis que 25 millions de personnes vivent à moins de 15km du fleuve et comptent sur son écosystème pour leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur revenus (MRC, 2010; UNEP, 2006; Wong, 2010). Cependant, la reconnaissance de sa valeur significative en matière de production d'électricité a exposé le Mékong à de nombreux enjeux de développement durable et de coopération transfrontalière (Yeophantong, 2013).

Le long du Mékong s'étend le Laos, un pays enclavé et en développement, marqué par des niveaux élevés de pauvreté. Cependant, il est également reconnu pour son immense potentiel hydroélectrique, le plus important parmi les pays du Mékong (Palumbarit, 2022), avec environ 70% des barrages du fleuve prévus situés dans ce pays (Merme, Ahlers et Gupta, 2013). Avec un impératif de développement clairement défini, le Laos s'efforce de nouer des partenariats avec diverses organisations internationales (p. ex. l'Organisation mondiale du commerce) afin de réaliser ses ambitions d'intégration économique mondiale, de stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté, puis d'accroître sa connectivité (Howe et Park, 2015).

En matière d'approvisionnement énergétique, le gouvernement laotien privilégie l'hydroélectricité comme une alternative adéquate aux énergies fossiles et exploite pleinement les ressources naturelles de son territoire, comme l'illustre la Figure 1. Sa réputation en tant que ressource énergétique écologique et durable a captivé l'intérêt d'un large éventail d'investisseurs internationaux et institutions de financement régionales, parmi lesquels figurent la Banque asiatique de développement (ADB) et la Banque mondiale (BM) (Geheb, West et Matthews, 2019; Simpson, 2007).

Figure 1 Capacité énergétique productive du Laos par source



Source: Worlddata.info, 2020

Parmi les avantages de l'hydroélectricité, on peut citer la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux énergies fossiles, la diversification de l'approvisionnement énergétique, et la diminution de la dépendance aux énergies importées, ce qui rend les barrages des projets particulièrement attrayants pour les pays du bassin inférieur du Mékong (ICEM, 2010). Le secteur hydroélectrique présente également des avantages stratégiques sur le plan diplomatique, notamment en termes de transfert de connaissances, de réduction des risques de conflits et de consolidation de la sécurité nationale (Llamosas et Sovacool, 2021). Il joue ainsi un rôle déterminant en tant que catalyseur de l'intégration économique régionale (Thabchumpon et Middleton, 2012). Il peut même permettre à certains gouvernements de réaliser d'importants

objectifs politiques, qu'il s'agisse d'étendre leur présence géostratégique et leur sphère d'influence ou de consolider leur légitimité (Llamosas et Sovacool, 2021; Palumbarit, 2022). Pour le Laos, le développement de son secteur hydroélectrique augmenterait les bénéfices provenant des investissements directs étrangers (IDE), l'augmentation des zones irrigables et de la productivité agricole dans certaines zones, des améliorations de navigabilité pour certaines embarcations en amont de la capitale, ainsi qu'une fourniture d'énergie plus stable et flexible après la période de concession (voir les sections 1.1 et 2.1) (ICEM, 2010).

Cependant, bien que le secteur hydroélectrique puisse être utilisé à des fins politiques comme moteur de développement, il peut engendrer d'importantes répercussions socio-environnementales. En raison de l'importance matérielle et symbolique de l'eau en Asie du Sud-Est ainsi que la dimension transfrontalière de cette ressource, la gouvernance et le cadre institutionnel de l'utilisation des ressources du Mékong est un sujet politiquement controversé (Bull et McNeill, 2007).

À ce jour, une compréhension exhaustive de l'incidence des barrages hydroélectriques sur les moyens de subsistance et les revenus des communautés riveraines reste à établir, tant au niveau local que transfrontalier (Castro-Diaz et al., 2023; Fan et al., 2022; Atkinson, 2021). Selon Castro-Diaz et al. (2023), les barrages hydroélectriques affectent négativement les capitaux naturel (accès aux ressources naturelles, qualité de l'eau et des terres, etc.), social (relations, culture, confiance de la communauté, etc.), humain (sécurité alimentaire, santé, éducation, etc.) et financier (revenus, emplois, inégalités), avec une incidence favorable uniquement sur le capital physique, tel que l'accès à l'électricité et les compensations versées aux communautés affectées. Dans la région du Mékong, la prolifération de projets hydroélectriques à grande échelle soulève de nombreuses incertitudes quant à ses conséquences socio-environnementales, notamment la modification de la saisonnalité du débit du fleuve, entraînant des risques accrus de sécheresses et d'inondations (Olson et Morton, 2018; Wasti et al., 2021; Lu et Chua, 2021; Kantoush et al., 2017).

Au Laos, la construction d'une série de 11 barrages sur le cours principal du Mékong permettrait au gouvernement d'atteindre son ambition de devenir la « batterie de l'Asie du Sud-Est » en produisant plus de 20 gigawatts d'électricité d'ici 2030 (IEA, 2021; Middleton, Garcia et Foran, 2012). Toutefois, cette série de barrages évaluée à environ 50 milliards de dollars (MRC,

2009) engendrerait d'immenses risques tant au niveau social qu'environnemental (Kantoush et al., 2017; Ha, 2011). Elle risque d'entraîner la destruction de plus de la moitié des jardins riverains et une perte annuelle de 476 millions de dollars liée à la diminution des captures de poissons (ICEM, 2010). À court et moyen terme, la pauvreté s'aggraverait, touchant particulièrement les populations défavorisées des zones rurales et urbaines (ICEM, 2010). Ces communautés seraient gravement affectées par la perturbation de leurs moyens de subsistance (Suhardiman et Rigg, 2021), notamment la pêche et l'agriculture, par les problèmes de santé nutritionnelle qui en découlerait, ainsi que par la perte de leurs terres (ICEM, 2010). Étant donné que ces barrages seraient situés dans des zones rurales et que l'énergie produite serait consommée majoritairement dans des zones urbaines, les répercussions de tels barrages inciteraient une migration des milieux ruraux vers des milieux urbains, exacerbant ainsi les défis de la pauvreté dans les zones urbaines (ICEM, 2010). Ces inquiétudes sont particulièrement alarmantes pour un pays comme le Laos, où une proportion significative de la population, notamment des minorités ethniques, réside à proximité du cours principal du Mékong ou de ses affluents (Matthews et Geheb, 2015; Ahmed et Liquin, 2023). Ces communautés dépendent étroitement de la pêche sauvage et l'agriculture de subsistance pour assurer leur sécurité alimentaire, ce qui les expose de manière disproportionnée aux perturbations socio-environnementales causées par les projets hydroélectriques (Matthews et Geheb, 2015; Ahmed et Liquin, 2023).

Mon mémoire s'intéresse aux conséquences socioéconomiques et environnementales du développement de nouvelles infrastructures en Asie du Sud-Est. Il se consacre à examiner les complexités entourant la législation des cours d'eau transfrontaliers, les partenariats public-privé (PPP), les faiblesses institutionnelles à l'échelle régionale, les modèles économiques de développement, ainsi que les dynamiques géopolitiques qui dictent le paysage du développement hydroélectrique dans la région. Plus précisément, mon mémoire porte sur le barrage de *Xayaburi* au Laos, le premier à être construit sur le cours principal du Mékong. Depuis plus d'une décennie, il suscite de nombreux questionnements quant à ses impacts socioéconomiques et écologiques. L'achèvement du projet en 2019 nous incite à examiner les justifications ayant conduit à son approbation, en dépit de l'abondance de preuves attestant des impacts socio-environnementales néfastes associés à de tels projets.

Ainsi, mon mémoire cherche à répondre à la question suivante: **quels sont les facteurs expliquant l'autorisation de construction du barrage de *Xayaburi* malgré les controverses entourant ce projet?**

Répondre à cette question permettait d'enrichir notre compréhension des nombreux facteurs influençant les prises de décision dans l'évolution du secteur hydroélectrique de la région, ainsi que de mieux cerner les enjeux associés à la transition énergétique dans la région.



## CHAPITRE 1

### HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE EN ASIE DU SUD-EST : ACCORDS, FINANCEMENT ET PROCÉDURES DE CONSULTATION

Ce premier chapitre s'appuie sur une revue de littérature pour retracer l'évolution du secteur hydroélectrique en Asie du Sud-Est, en examinant le contexte politique et financier ainsi que les principales organisations et accords clés qui l'ont façonné. En décortiquant les relations interétatiques des États riverains, cette section permettra de comprendre les défis du développement hydroélectrique durable et d'éclairer la stratégie de développement laotienne, tout en mettant en évidence l'importance stratégique de l'engagement chinois. Il se penchera ensuite sur le barrage de *Xayaburi*, en détaillant ses caractéristiques, les détails de sa construction et de son financement, tout en abordant les inquiétudes soulevées quant à son utilisation et à ses impacts environnementaux.

#### 1.1 Histoire du développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est

Bien qu'un accord ait été signé entre la France, la Thaïlande, le Cambodge et le Laos en 1950 pour réguler l'exploitation des cours d'eau régionaux à des fins hydroélectriques, d'irrigation et de navigation fluviale, l'histoire de l'hydroélectricité au Laos ne prend véritablement son essor qu'à la fin des années 1960, avec l'inauguration du barrage de Nam Ngum, doté d'une capacité de 30 mégawatts. Ayant fourni une importante source de revenus pour le pays, le projet, qui a été agrandi en 1976 et 1996, a inondé une zone de 450 kilomètres carrés, entraînant le déplacement de 800 familles sans offrir de compensation aux communautés affectées (Jacobs, 1995).

Suite à la période d'instabilité de la guerre froide qui a freiné la trajectoire du développement hydroélectrique, la croissance de la demande énergétique due à l'industrialisation et à l'urbanisation a ravivé l'intérêt pour le potentiel hydroélectrique du Mékong (Salman, 2007), marquant ainsi le début des initiatives de développement dans la région et l'émergence d'organisations régionales régissant l'utilisation des ressources hydrauliques en Asie du Sud-Est. Plusieurs des programmes de développement nationaux observés durant cette période en Asie du Sud-Est ont adopté le modèle néolibéral du consensus de Washington, prônant des réformes

structurelles telles que la privatisation et la réduction de l'intervention de l'État (Simpson, 2007). Percevant la croissance économique comme le seul vecteur du développement durable, ces stratégies des institutions financières internationales ont instrumentalisé la notion écologique du développement de l'hydroélectricité pour perpétuer et intensifier la relation d'exploitation qui existait entre les États du Nord et du Sud (Simpson, 2007).

Dans les années 1990, les négociations pour un accord régional ont été entravées par un différend entre la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam, la Thaïlande cherchant à limiter l'influence des États-Unis et de la communauté internationale sur le Comité du Mékong<sup>1</sup>. Pourtant, en 1993, le Laos a signé un programme d'échange d'électricité avec la Thaïlande. La privatisation du marché de l'électricité a alors favorisé le développement de partenariats public-privé, considéré par la BM des leviers pour atteindre divers objectifs dont une amélioration de l'efficacité opérationnelle, une réduction des coûts, un meilleur progrès technologique et l'optimisation des performances (House et Xun, 2017). Dans la même veine, l'émergence des partenariats de type *Buy-Operate-Transfer* (BOT) ont eu l'effet d'attirer des investisseurs internationaux (Giovannini, 2018). Souvent promu par des banques multilatérales de développement et ayant comme fonction de minimiser les risques économiques associés aux grands projets d'infrastructure, le modèle BOT concrétise une approche de gestion de projet dans laquelle une entité engage une autre pour la mise en place d'un barrage, avec la perspective que l'intégralité de la filiale sera transférée au commanditaire initial une fois achevé (Paisley et al., 2017; Giovannini, 2018).

Quelques années plus tard, la signature de l'accord du Mékong en 1995<sup>2</sup> a établi les protocoles de Procédures de Notification, de Consultation Préalable et d'Accord (PNPCA). Cette procédure impose aux États membres de se notifier mutuellement des projets d'infrastructure majeurs sur le Mékong susceptibles d'avoir des impacts transfrontaliers (Makim, 2002), en organisant une consultation publique de six mois avant que les gouvernements voisins ne puissent approuver ou s'opposer au projet. Selon les PNPCA, l'État planificateur ne doit pas aller de l'avant avec un tel

---

<sup>1</sup> Le comité du Mékong est le prédécesseur de la Commission du Mékong (MRC). Formé en 1957 suite à l'indépendance du Vietnam, du Cambodge et du Laos, le comité se concentrait principalement sur le développement de la région, notamment à travers l'hydroélectricité.

<sup>2</sup> L'Accord du Mékong de 1995 est un traité qui encourage la conformité des gouvernements de la région du Mékong en visant à prévenir les pertes économiques, les dommages environnementaux et les conflits (Herbertson, 2013). Ne disposant pas de mécanisme d'application, la résolution des différends dans le cadre de l'accord se fait par des canaux diplomatiques (Herbertson, 2013).

projet sans donner aux autres États membres la possibilité de discuter et d'évaluer cette proposition (Rieu-Clarke, 2014).

Cependant, la flexibilité avec laquelle la période de consultation préalable est abordée dans l'accord du Mékong a conduit à une interprétation variable par les États, leur octroyant ainsi la liberté de définir ce qui constitue un délai raisonnable de notification selon leurs propres intérêts et ambitions (Rieu-Clarke, 2014). Bien que cet accord préserve la souveraineté des États riverains quant à l'exploitation des ressources en eau transfrontalières du Mékong pour promouvoir leur développement économique, il omet de considérer les préoccupations des communautés déplacées et des organisations non-gouvernementales (ONG) environnementales (Young et Ear, 2021).

Ces procédures se déroulent sous l'égide de la Commission du Mékong (MRC), une organisation intergouvernementale dont la souveraineté totale dans les processus décisionnels du bassin du Mékong est limitée principalement à des rôles consultatifs et de coordination (Suhardiman et al., 2015; Ha, 2011). Dépourvue d'une autorité décisionnelle substantielle et incapable de surpasser la souveraineté nationale (Geheb, West et Matthews, 2019; Ha, 2011), elle n'exerce qu'un contrôle limité sur les projets de développement transfrontaliers, tels que les barrages (Ha, 2011). Les nombreux défis liés à l'action collective au sein de la MRC, exacerbés par l'absence de la Chine dans ses rangs, compromettent l'efficacité de l'organisation (Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021). Ceux-ci révèlent également des inégalités de pouvoir fondamentales qui influencent l'accès aux ressources hydriques partagées et leur utilisation (Yeophantong, 2013). Chargée de concilier développement économique et préservation du fleuve, la MRC, une institution à la structure fragmentée, peine à établir des principes durables depuis sa création (Ha, 2011).

### **1.1.1 La crise financière asiatique et ses séquelles**

À la fin des années 1990, la crise financière asiatique entraîna la dévaluation du *baht* thaïlandais (et le *kip* laotien) due au manque de devises étrangères pour soutenir son arrimage au dollar américain, conduisant à l'abandon de nombreux projets (Middleton, Garcia et Foran, 2012). À la suite de celle-ci, les pays d'Asie du Sud-Est et les investisseurs ont priorisé une croissance économique vigoureuse, privilégiant les investissements étrangers dans le secteur des ressources

(Creak et Barney, 2022), avec une attention particulière portée au développement hydroélectrique (Hirsch, 2010). Pour le Laos, cela a entraîné un taux de croissance de 7% de son PIB par année, une tendance qui perdure encore à ce jour (Kenney-Lazar et Mark, 2021).

À ce moment, le rapport de la Commission mondiale sur les barrages de l'an 2000 est apparu comme un défi majeur, mettant en évidence la nécessité de réévaluer les risques et les coûts associés aux grands projets hydroélectriques à l'échelle mondiale. En dépit de ces préoccupations, la BM, dans un rapport de 2006, a soutenu l'expansion de l'hydroélectricité dans la région (Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021; Sullivan, 2015). Elle a plaidé en faveur de cette croissance à condition de garantir certaines normes environnementales, économiques, sanitaires et de relogement adéquates. Selon le rapport, seulement 10% du potentiel hydroélectrique du bassin du Mékong avait été exploité, et la région était désormais bien positionnée pour gérer l'expansion continue de la construction de barrages (Matthews et Geheb, 2015). Suivant ce modèle, l'économie laotienne a progressivement transitionné vers un modèle capitaliste d'accumulation au début du millénaire, en accordant des concessions de terres publiques à des entités privées, principalement pour l'extraction de ressources (Kenney-Lazar et Mark, 2021). Durant cette période, la MRC a connu une transformation significative. La première moitié de la décennie a été marquée par une gestion intégrée du bassin, où l'intégration des considérations environnementales et sociales dans les plans de développement était au cœur des préoccupations (Ha, 2011; Hirsch, 2012). Dans la seconde moitié, l'emphase a balancé vers une augmentation des investissements et des projets de développement, accompagnée de l'arrivée d'une nouvelle direction (Ha, 2011; Hirsch, 2012).

Une partie de la problématique réside dans la prolifération de barrages hydroélectriques érigés sans contraintes en Asie du Sud-Est, souvent édifiés sans évaluation exhaustive de leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux, ni la mise en place d'une responsabilité adéquate pour ces répercussions (Ninha Le, 2013). Une autre facette de cette problématique aborde la justification économique des barrages, présentant l'hydroélectricité comme impérative à la croissance économique, sans prendre en compte le coût d'opportunité associé, à savoir les richesses des cours d'eau et leur contribution à la subsistance des communautés et des écosystèmes environnants. Comme le soulignent Matthews et Geheb (2015), les acteurs manipulent les récits afin de légitimer et dissimuler des interventions politiques et économiques, ce qui influence la manière dont les projets hydroélectriques sont construits et favorise l'émergence de nouveaux acteurs. De même,

dans plusieurs pays en développement, les élites dirigeantes justifient souvent des projets énergétiques à grande échelle au nom de la sécurité énergétique, même si ces projets ne répondent pas aux besoins de développement locaux et que les processus d'évaluation des impacts sont trop souvent réduits à de simples formalités sans la participation des communautés locales (Simpson, 2007; Sims, 2021).

### **1.1.2 Les effets avérés des projets hydroélectriques**

De nombreuses études ont soulevé des doutes quant aux véritables empreintes socioécologiques des barrages hydroélectriques (Fan et al., 2022). Parmi les conséquences connues des grands barrages hydroélectriques, on note la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité, les tensions sociales, la destruction de sites culturels et de moyens de subsistance traditionnels, une insécurité alimentaire accrue en raison des difficultés agricoles, l'expansion de l'habitat vital pour le paludisme (Ziegler et al., 2013) et bien d'autres (Secrétariat de la MRC, 2011; Herbertson, 2013; Ahmed et Liquin, 2023; Fox et Sneddon, 2019; Kantoush et al., 2017; Suhardiman et Rigg, 2021). Ces projets colossaux nécessitent d'énormes quantités de ressources et de matériaux, mais la décomposition de la biomasse lors de la création de réservoirs libère également d'importantes quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère (Chanudet et al., 2011).

L'accumulation d'impacts socio-environnementaux transfrontaliers causés par les barrages hydroélectriques dans le sous-bassin du Mékong soulève la possibilité que le développement hydroélectrique engendre de l'instabilité en devenant un enjeu majeur de sécurité à l'échelle régionale. En effet, Simpson (2007) constate que de tels projets ont souvent pour effet d'aggraver les tensions sociales et les conflits préexistants, en accélérant la dégradation environnementale et en intensifiant diverses formes d'insécurité (par exemple, alimentaire). En s'attardant au développement hydroélectrique dans le Nord du Laos, Suhardiman et Rigg (2021) ont avancé que celui-ci perturbe les moyens de subsistance traditionnels et modifient les économies locales en altérant l'utilisation des terres et l'accès aux ressources. Ils concluent également qu'il existe un écart important entre les bénéfiques (compensations) promis et les résultats réels pour les populations affectées, ce qui révèle une interaction complexe entre les ambitions de développement nationales et la réalité des impacts-socio-économiques. Parallèlement, Fan et al. (2021) ont trouvé

que les barrages récemment construits sont associés à une diminution du PIB, de la croissance urbaine et de la population dans les pays du Sud global. Les organisations de la société civile en Thaïlande avancent même que les projections de demande future d'électricité sont exagérées, et préconisent plutôt d'explorer pleinement le potentiel des mesures d'efficacité énergétique, des sources d'énergie renouvelable et des solutions énergétiques décentralisées dans le pays (International Rivers, 2011).

La prolifération de barrages hydroélectriques accentue aussi ce que l'on nomme l'effet de réservoir. Selon celui-ci, une dépendance excessive à l'approvisionnement en eau provenant des réservoirs diminue l'incitation à prendre des mesures d'adaptation, ce qui aggrave les conséquences des pénuries d'eau et accroît la vulnérabilité sociale (Di Baldassarre et al., 2018). Un cercle vicieux se manifeste, où l'augmentation de l'offre d'eau entraîne une hausse de la demande, annulant les avantages des réservoirs et exacerbant l'exploitation non durable des ressources en eau (Di Baldassarre et al., 2018).

En dépit de la profusion de travaux scientifiques consacrés aux risques du développement transfrontalier de l'hydroélectricité en Asie du Sud-Est, une lacune persiste dans la documentation traitant précisément des dynamiques politiques et économiques sous-jacentes. La complexité politique de ce secteur est exacerbée par sa dimension transfrontalière et l'implication d'acteurs régionaux (Yeophantong, 2013). Cela dit, comment peut-on expliquer l'approbation d'un projet de grande envergure tel que le *Xayaburi* sur le cours principal du Mékong? Selon Grunwald et al. (2020), il existe un décalage significatif entre la position du gouvernement et l'opinion publique concernant ce barrage controversé.

## **1.2 Le barrage de *Xayaburi* : précurseur sur le cours principal du Mékong**

Complété en 2019, le barrage de *Xayaburi* a une capacité installée d'environ 1285 mégawatts et devrait générer environ 4 milliards de dollars américains (Paisley et al., 2017) au long de sa période de concession de 29 ans prenant fin en 2048. Ses principales caractéristiques sont résumées dans le Tableau 1 ci-dessous. Tel que mentionné précédemment, c'est le premier à se soumettre aux rigueurs des PNPCA de l'accord du Mékong de 1995. Le gouvernement du Laos a perçu le déclenchement du PNPCA comme un moyen de légitimer son plan de développement en adhérant

officiellement aux règles de la (MRC) (Suhardiman et al., 2015). Cette dernière est une organisation intergouvernementale fondée en 1995 par l'Accord du Mékong entre le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam dédiée au dialogue régional et à la gestion durable des ressources en eau du sous-bassin du Mékong (Ha, 2011). Le processus de PNPCA représente donc une opportunité pour la MRC de s'engager dans un projet de développement controversé, caractérisé par des évaluations approfondies basées sur un large éventail de connaissances et une prise de décision politique (Ojendal, Hansson et Hellberg, 2012).

Tableau 1 Caractéristiques principales du projet de barrage de Xayaburi

	Xayaburi project	Source
Location (deg/min/sec)	19°14'47.50"N 101°49'8.06"E	FS maps and Google Earth
Distance to sea (km)	1932	MRC navigation maps
Earliest potential commission date	Mid 2018	EIA p3-4
Length of dam (m)	830	EIA p3-3
Height of dam (m)	49	See below
Maximum Head (m)	32.6	FS p 9-2
Turbines	Kaplan, either 8 or 10 turbines	8: FS p 7-28, 8-2, 9-2, 11-2 10: EIA p 3-3, 5-3,
Maximum design flow through turbines (m <sup>3</sup> .s <sup>-1</sup> )	5000	FS p.9-2
Installed Capacity (MW)	1260 or 1280	1280: FS p 9-2, EIA p3-3 1260 EIA p5-3
Total annual energy (GWh)	7,406	FS p 7-34
Reservoir area (km <sup>2</sup> )	49	FS p 9-2, EIA p 3-3
Reservoir length (km)	60 or 90	EIA p3.3 or ICEM 2010
Reservoir active storage (million cubic meters) <sup>6</sup>	224.7	MRC Hydropower project database
Reservoir total storage (million cubic meters) <sup>7</sup>	703.2	MRC Rule curve
Average reservoir depth (m)	7.4	ICEM 2010
Water level variability in the reservoir (drawdown in meters):	5m (between 270 and 275 masl)	MRC Hydropower project database
Navigation lock	2 step navigation lock for boats up to 500 tons	EIA p3.3
Fish pass	2 fish ladders, both 3m deep x 10m wide, one 600m long, the other one 800m long	EIA p 3.3 FS p. 8.25

Source: Baran et al., 2011.

Suite à la controverse du barrage de Nam Theun 2<sup>3</sup> complété 2009 où il a été déduit que les impératifs de délais de construction ont été priorités au respect des programmes de soutien aux personnes affectées (Bakker, 2010), l'État laotien a révisé sa stratégie de financement d'infrastructures (Middleton, Garcia et Foran, 2012), en négociant directement avec les entités privées pour des projets de style BOT, comme celui de *Xayaburi* (Creak et Barney, 2022). En ce qui concerne celui-ci, la *Xayaburi Power Company* (XPC), une filiale de l'entreprise de construction thaïlandaise *CH Karnchang Public Company Ltd*, bénéficie d'une concession de 29 ans accordée par le gouvernement du Laos, lui conférant le droit de construire, de posséder et d'exploiter le barrage, pour finalement le céder à l'État à la fin de cette période (Paisley et al., 2017). Le projet générera pour le développeur un revenu annuel moyen de plus de 4,5 milliards de *bahts*, soit environ 140 millions de dollars américains (Merme, Ahlers et Gupta, 2013).

Du côté du gouvernement laotien, ses déclarations politiques se concentrent sur l'exploration et l'exploitation de son potentiel hydroélectrique pour attirer des investissements directs étrangers (IDE), stimuler la croissance économique et lutter contre la pauvreté (Geheb, West et Matthews, 2019; Atkinson, 2021). Elles soulignent également que les revenus tirés de l'hydroélectricité sont dans le meilleur intérêt supérieur de la société (Geheb, West et Matthews, 2019). Parallèlement, les récits complémentaires des institutions internationales telles que la BM et l'ADB, ainsi que d'autres développeurs et créanciers, ont comme effet de renforcer cette idée (Geheb, West et Matthews, 2019).

Alors que le discours de ces acteurs présente le barrage de *Xayaburi* comme ayant des impacts socio-environnementaux minimes (Geheb, West et Matthews, 2019), celui des ONG internationales et du Comité du Mékong accentue les effets destructeurs sur l'environnement et dénonce les violations des droits humains (Geheb, West et Matthews, 2019). L'opposition au barrage vient principalement de la société civile thaïlandaise, des organisations « *grassroots* » et

---

<sup>3</sup> Le barrage de Nam Theun 2 est un projet de 1075 mégawatts inauguré en 2010. Il détourne l'eau de la rivière Nam Theun vers celle de Xe Bang Fai, et 90% de son électricité est exportée vers la Thaïlande (Giovannini, 2018). Promu comme un modèle de développement par l'ADB et la BM, sa construction cherchait à servir d'exemple du potentiel d'amélioration des conditions de vie des communautés environnantes touchées (Middleton, Garcia et Foran, 2019). Par le biais de ce barrage, l'ADB et la BM ont tenté de démontrer que l'hydroélectricité durable était possible (Geheb, West et Matthews, 2019).



des ONG tels que *Assembly of Poor, Mekong Conservation Network in the North, International Rivers, World Wild Fund* et *International Union for Conservation* (Grunwald et al., 2020).

Le barrage de *Xayaburi* est présenté par ses promoteurs comme un barrage « run-of-river » (ROR), c'est-à-dire un type de barrage minimisant les impacts environnementaux en maintenant un débit d'eau de sortie équivalent à celui d'entrée, préservant ainsi le cours naturel de la rivière. Cependant, plusieurs dont Olson et Morton (2018) et Fox et Sneddon (2019) contestent cette classification, citant la période de rétention d'eau du barrage d'un à deux jours, le changement inhabituel du cours de la rivière, la baisse de son niveau d'eau en aval et la non-divulgence des données hydriques de celui-ci.

### **1.2.1 Impacts Socio-écologiques transfrontaliers**

Les infrastructures énergétiques à grande échelle, implantées sur d'importants cours d'eau traversant plusieurs régions et dont dépendent de nombreuses communautés et écosystèmes, ont des répercussions significatives sur le flux de sédiments en aval. Ces sédiments sont essentiels pour l'agriculture, notamment dans la région du delta du Mékong pour la principale source d'alimentation sur le continent, le riz (Räsänen et al., 2017; Fawthrop, 2019; Kantoush et al., 2017). Ces barrages compromettent ainsi la sécurité alimentaire de plusieurs États en aval dont le Cambodge, la Thaïlande et le Vietnam, qui dépendent des inondations saisonnières des rizières (Yoshida et al., 2020; Räsänen et al., 2017; Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021).

Alors que la réserve de poissons d'eau douce du bassin supérieur du Mékong soit un élément crucial de la diversité mondiale d'espèces aquatiques, la construction de barrages et la surpêche contribuent sévèrement au déclin alarmant de la biodiversité et des ressources halieutiques (Kang et al., 2009). La fragilisation des écosystèmes marins et la diminution du nombre d'espèces marines causées par ces barrages constitue une autre menace à la sécurité alimentaire en Asie du Sud-Est (Herbertson, 2011). En effet, au sein des communautés riveraines locales, dont la composition inclut en partie des minorités ethniques (Ninha Le, 2013; Ahmed et Liquin, 2023), la pêche est une activité économique essentielle qui leur fournit leur principale source de protéine animale (Kang et al., 2009). En effet, près de trois quarts des foyers ruraux dans ces communautés trouvent leur

subsistance dans la pêche, où seul le riz rivalise avec le poisson en importance pour la sécurité alimentaire et les revenus des résidents (Nguyen-Khoa et al., 2005).

Compte tenu de la récente mise en service du barrage, il demeure difficile d'évaluer pleinement ses conséquences, et très peu de travaux scientifiques traitent spécifiquement de ses impacts. Néanmoins, toutes les preuves disponibles suggèrent des conséquences socio-environnementales significatives (Soukhaphon et al., 2021), dont l'ampleur ne se manifesterait que progressivement au fil des années à venir.

Bien que le barrage de *Xayaburi* promette de nouvelles opportunités locales dans les secteurs de la santé et de l'éducation, Veilleux et Wolf (2014) stipulent qu'il pourrait compromettre la sécurité humaine sur les plans politiques et environnemental, en raison du manque de transparence gouvernementale, de la méfiance à son égard, et des coûts environnementaux non-divulgués.

En fait, il est prévu que le barrage de *Xayaburi* induise de graves perturbations pour les pêcheries migratoires, les cycles sédimentaires et les écosystèmes de crues, mettant ainsi en péril les moyens de subsistance de ces populations réparties dans quatre pays riverains totalisant environ 60 millions de personnes (Young et Ear, 2021; Yoshida, 2020; Olson et Morton, 2018; Soukhaphon et al., 2021). Selon Veilleux et Wolf (2014), ce type de communautés ont souvent du mal à faire la transition des activités de subsistance vers l'agriculture irriguée, l'élevage de bétail et la pêche commerciale (Veilleux et Wolf, 2014). Effectivement, la transition forcée de plusieurs communautés vers de nouvelles activités économiques requérant l'acquisition de nouvelles compétences est un processus qui engendre des résultats variés mais souvent insatisfaisants (Olson et Morton, 2018; Ahmed et Liquin, 2023). De surcroît, selon Young et Ear (2021), sa construction aggraverait l'élévation du niveau de la mer dans le delta du Mékong, déclenchant ainsi des inondations dans de vastes zones de la région.

Ensuite, les dimensions sociales des grands projets hydroélectriques sont fréquemment négligées ou minimisées, notamment en ce qui concerne les processus de réinstallation, de compensation et de transformation des modes de vie des communautés locales affectées (Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021; Ahmed et Liquin, 2023; Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021; Thabchumpon et Middleton, 2012). N'étant souvent pas correctement divulguées aux

communautés les plus touchées, la relocalisation de celles-ci perturbe le tissu social et les modes de vie traditionnels (Veilleux et Wolf, 2014; Ahmed et Liquin, 2013; Suhardiman et Rigg, 2021). Les défis associés à la relocalisation, comme l'adaptation à un nouvel environnement et l'accès aux services essentiels peuvent également engendrer des tensions sociales (Veilleux et Wolf, 2014). Par exemple, la réinstallation du village de *Ban Houay Souy* a engendré une intensification de l'insécurité alimentaire et une exacerbation de la concurrence entre villageois pour les ressources limitées, en raison de la destruction de terres agricoles lors de la construction du barrage (Olson et Morton, 2018; Ahmed et Liquin, 2023).

Sur le plan environnemental, les impacts prévus englobent à la fois des dommages locaux et régionaux dans le bassin du Mékong, comprenant la destruction de l'habitat aquatique, des pêcheries et d'autres ressources écologiques (Sangkhamanee, 2014). Outre l'augmentation du risque de catastrophes naturelles telles que les glissements de terrain, la construction du barrage pourrait présenter une menace imminente d'extinction pour plusieurs espèces marines, perturber l'écosystème fluvial du Mékong et compromettre la migration de poissons (Veilleux et Wolf, 2014; Yoshida et al., 2020). En rendant la disponibilité et le niveau de l'eau imprévisibles, diverses répercussions sur l'agriculture, les transports et les écosystèmes locaux pourraient survenir (Veilleux et Wolf, 2014; Yoshida et al., 2020). De plus, certaines inquiétudes ont été soulevées quant à la retenue de sédiments du barrage, susceptibles d'avoir des répercussions significatives sur le lac *Tonlé Sap* au Cambodge et le delta du Mékong au Vietnam (Sangkhamanee, 2014), considéré comme le berceau de la culture du riz dans le sous-bassin du Mékong.

En effet, les impacts sur l'agriculture sont au cœur des préoccupations liées à la sécurité et alimentaire. Bien que l'expansion de la production d'électricité et des revenus associés offre de nouvelles opportunités de développement en matière d'infrastructures et de services sociaux, le réservoir du barrage de *Xayaburi* constitue une menace pour la sécurité alimentaire de millions de personnes qui tirent leur subsistance des nutriments transportés par le Mékong depuis le nord (MRC, 2011; Soukhaphon, Baird et Hogan, 2021; Thabchumpon et Middleton, 2012). Les zones humides riveraines et les plaines inondables propices à la culture du riz, essentielles pour la rétention des sédiments et de ses éléments nutritifs, garantissent la fertilité des sols, préservent la biodiversité et les protègent de l'érosion (International Rivers, 2013). Puis, d'après Veilleux et Wolf (2020), le *Xayaburi* entraînerait la destruction ou la submersion de sites emblématiques culturels et

l'effacement graduel des modes de vie traditionnels ancestraux des communautés, risquant de compromettre leur identité culturelle.

### **1.2.2 Redéfinition des dynamiques géopolitiques**

L'implication des États-Unis dans le paysage hydroélectrique, à travers l'Initiative du Bas-Mékong (LMI) de 2009, vise à contrer l'influence croissante de la Chine dans la sous-région du Mékong (Giovannini, 2018). La Loi sur la protection du Mékong, adoptée par le Congrès en 2011, illustre cette stratégie en opposant tout soutien financier des directeurs exécutifs américains de la BM et de l'ADB pour la construction de barrages hydroélectriques ou de systèmes de transmission électrique dans la région du bassin du Mékong. Cependant, le rôle des États-Unis au 21<sup>e</sup> siècle dans la région est resté limité. Bien que la volonté de son engagement dans le Mékong soit perceptible, les ressources consacrées à l'aide au développement dans la région sont à la baisse (Cronin et Hamlin, 2012).

Parallèlement, la stratégie américaine de rééquilibrage, visant à contrer les initiatives hydroélectriques unilatérales du Laos en collaborant avec le Vietnam et le Cambodge, s'est révélée peu fructueuse en grande partie en raison du soutien persistant de la Thaïlande et de la Chine aux projets du gouvernement laotien (Chang, 2013). L'engagement des États-Unis dans la région du Mékong, notamment au sein de l'ANASE, incite la Chine à accorder plus d'attention aux préoccupations des populations locales et de leurs gouvernements, bien que les ressources allouées à l'aide au développement et aux objectifs connexes connaissent une réduction (Cronin et Hamlin, 2012).

La Thaïlande, qui se classe juste après la Chine en matière de financement des projets hydroélectriques dans le sous-bassin du Mékong, a manifesté un intérêt stratégique pour le barrage de *Xayaburi*. Cette démarche vise à consolider sa position dans la région et de diversifier ses sources d'énergie (Cronin et Hamlin, 2012). L'engagement indéfectible du gouvernement thaïlandais en faveur du projet et son financement pas de multiples banques thaïlandaises (King, 2014), a provoqué des divisions politiques au sein de la société thaïlandaise (Grunwald et al., 2020). Ces divisions découlent des répercussions politiques, sociales et environnementales liées à son

implication, englobant des enjeux tels que la migration illégale, la criminalité transnationale et les dommages environnementaux transfrontaliers (Thabchumpon et Middleton, 2012).

Au Vietnam, des inquiétudes demeurent quant aux garanties environnementales et aux risques associés à la construction du barrage de *Xayaburi*. Ces préoccupations portent notamment sur la sécurité alimentaire, l'intrusion saline, la diminution des ressources halieutiques et la dégradation de la biodiversité (Geheb, West et Matthews, 2015; Fox et Sneddon, 2019). Alors que son opposition constante au projet engendre des tensions entre les intérêts nationaux et les impératifs de politique étrangère et de stabilité régionale (Cronin et Hamlin, 2012), plusieurs facteurs entravent la capacité du Vietnam à contrer la construction du barrage. En fait, le rapprochement des dirigeants politiques laotiens avec Pékin (Giovannini, 2018; Kingsbury, 2017) et la substituabilité des investissements vietnamiens au Laos ont l'effet d'affaiblir les liens financiers et diplomatiques entre les deux États (Geheb, West et Matthews, 2019). La crainte d'un rapprochement des liens entre le Laos et la Chine a incité le Vietnam à reconsidérer sa relation bilatérale avec le Laos, l'obligeant à adopter une approche plus circonspecte, donc moins belliqueuse, face à la construction unilatérale de barrages sur le Mékong par le Laos (Giovannini, 2018). Alors que le projet a contribué davantage à la libéralisation et l'intégration de l'économie laotienne dans le marché énergétique régional par l'exploitation de son avantage comparatif en production d'énergie, sa construction a modifié l'équilibre du pouvoir entre les deux États. Le Vietnam a jugé que les divergences d'intérêts liées au barrage ne justifiaient pas la compromission des relations diplomatiques, même s'il est contraint d'accepter une situation contraire à ses préférences (Giovannini, 2018).

Tout compte fait, le cas du barrage de *Xayaburi* illustre l'évolution complexe du développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est, mettant en lumière les défis posés au régime de gouvernance régionale de l'eau dans le bassin du Mékong et redéfinissant les dynamiques de pouvoir en jeu. En raison des lacunes substantielles qui persistent dans notre compréhension de l'étendue des répercussions des barrages à grande échelle, la situation entourant le barrage de *Xayaburi* demeure particulièrement complexe.

## CHAPITRE 2

### CADRE CONCEPTUEL, HYPOTHÈSE ET MÉTHODOLOGIE

#### 2.1 Cadre conceptuel

En me focalisant sur le barrage de *Xayaburi*, je cherche à illustrer comment les dynamiques politiques sous-jacentes influencent l'évolution du développement hydroélectrique, en particulier en examinant l'influence politique des acteurs régionaux impliqués dans l'approbation du projet. Le cadre utilisé considère le niveau de robustesse et de transparence des institutions locales et régionales, ainsi que le régime développementaliste permettant la validation de projets hydroélectriques à fort impact, modelant le paysage énergétique en Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies. Une évaluation approfondie de ces éléments est indispensable pour une compréhension plus précise de la complexité du paysage énergétique en Asie du Sud-Est.

Cela dit, le premier facteur explicatif réside dans le régime développementaliste soutenu par l'influence de la Chine en Asie du Sud-Est. Le développementalisme est un ensemble d'idées, de politiques et d'activités économiques qui privilégie une structure politique et économique axée sur la productivité et ayant pour objectif ultime la croissance économique et le développement (Reinert, 2010). Représenté à travers les institutions d'un État, ce paradigme peut être instrumentalisé par les décideurs politiques afin de renforcer la légitimité de leur position de pouvoir politique (Reinert, 2010; Llamosas et Sovacool, 2021; Palumbarit, 2022). Dans le contexte du développement hydroélectrique, le concept de développementalisme est invoqué pour légitimer l'approbation de grands projets hydroélectriques engendrant d'importantes répercussions sociales et environnementales, au nom de la quête d'un développement capitaliste et de l'intégration à l'économie de marché. Il joue alors un rôle intrinsèque dans la perpétuation du cycle du développement hydroélectrique dans la région, où la construction de barrages accroît la demande en énergie, de façon à augmenter la demande pour plus d'infrastructure énergétique (Di Baldassarre et al., 2018). La Chine, par son influence géopolitique et sa promotion d'un développementalisme régional, influence alors la capacité de certains États comme le Laos à entreprendre la construction

de barrages d'envergure (Cronin et Hamlin, 2012), modelant ainsi le paysage du développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies (Cronin et Hamlin, 2012).

Le deuxième facteur explicatif concerne les lacunes de gouvernance et les déficiences institutionnelles observées à divers niveaux du processus décisionnel de la MRC et des États membres à la lumière de l'absence d'accord contraignant pour la régulation des ressources hydriques du Mékong. Parmi celles-ci, on note une trop importante centralisation du pouvoir dans certains États dont le Laos, des niveaux élevés de corruption et un processus décisionnel opaque.

En effet, ces lacunes au Laos proviennent du maintien d'un régime politique autoritaire inchangé, qui bloque l'émergence d'acteurs politiques divers et concentre le pouvoir entre les mains d'une élite. Au niveau national, ce système politique limite l'influence de la société civile sur les décisions politiques dans les canaux formels de gouvernance, tandis que les réseaux de plaidoyers transnationaux peinent à se faire entendre (Yeophantong, 2013; 2020). À l'échelle régionale, la notion de non-ingérence au sein du cadre institutionnel régional crée une atmosphère où les États riverains agissent de manière à maximiser leurs objectifs politiques et économiques à court terme, au détriment du développement durable des ressources hydriques du Mékong. Puis, l'existence de multiples interprétations du concept de responsabilité exacerbe les tensions entre les États riverains et rend difficile l'instauration d'un cadre de gouvernance véritablement collaboratif.

## 2.2 Hypothèse

Afin de répondre à la question de recherche, j'avance l'hypothèse suivante : **La construction du barrage de *Xayaburi* sur le cours principal du Mékong est indicative des lacunes de gouvernances et des déficiences institutionnelles régionales, ainsi que d'un régime économique développementaliste stimulé par la Chine.** Cette orientation de la Chine a façonné un contexte propice où les projets d'infrastructure d'envergure bénéficient d'une certaine indulgence quant aux normes environnementales et sociales. Cette hypothèse suggère que la prolifération de projets hydroélectriques à grande échelle en Asie du Sud-Est n'est pas strictement motivée par une demande croissante en énergie, mais plutôt par l'instauration d'un modèle économique imposé, en particulier par la Chine, aux États en voie de développement de la région.

Centré sur d'ambitieux projets d'infrastructure hydroélectrique servant de propagande et démontrant l'engagement du gouvernement envers le bien-être de sa population (Palumbarit, 2022), cette stratégie de développement économique permettrait au Laos de transcender son statut de pays moins avancé et de renforcer la légitimité de son gouvernement à l'échelle nationale et internationale (Llamosas et Sovacool, 2021; Palumbarit, 2022; Howe et Park, 2015).

## 2.3 Méthodologie

La démarche méthodologique de ce mémoire consiste en une analyse documentaire, englobant une multitude d'études empiriques et de documents de régulation et d'évaluation environnementale.

Réalisées entre 2002 et 2024, les 75 études empiriques choisies pour leur pertinence académique traitent des enjeux du développement dans le domaine de l'hydroélectricité en Asie du Sud-Est. Parmi ces enjeux figurent la gouvernance transfrontalière de l'eau, l'impact des barrages sur la sécurité alimentaire et humaine, la gouvernance environnementale et des ressources, les modèles de légitimité fondés sur le développement, la dimension transfrontalière des impacts des barrages, les différents discours sur l'hydroélectricité dans la région, le développementalisme et le traitement des minorités ethniques. Ces articles empiriques ont été publiés dans une vaste gamme de revues scientifiques, notamment : *Southeast Asian Affairs*, *Asian Studies Review*, *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, *Asian Journal of International Law*, *Research School for Resource Studies for Development*, *Third World Quarterly*, *The International Spectator*, *Water International*.

12 articles et textes d'opinion rédigés par des ONG engagées dans la défense de la justice sociale et environnementale sont utilisés pour éclairer les voix des communautés locales affectées, les revendications de la société civile et les questions de durabilité des cours d'eau et de l'environnement. Ces publications permettent aussi de mettre en lumière les enjeux de durabilité des cours d'eau et de l'environnement, tout en enrichissant les perspectives critiques intégrées à mon mémoire en révélant les préoccupations sociales et écologiques marginalisées dans le processus décisionnel. Ces articles proviennent principalement de *International Rivers*, *EarthRights International* et *World Wildlife Fund*.



Finalement, 12 articles de journaux tels que *Business Asia*, *BBC*, *Radio Free Asia*, *Project Syndicate*, *The Diplomat*, *Reuters*, *The Nation*, *The Guardian* et *The Bangkok Post* sont utilisés pour contextualiser et suivre plus précisément l'évolution du processus de construction et de consultation du barrage de *Xayaburi*. Ces articles offrent une perspective sur la manière dont les progrès du projet sont relayés et perçus dans la région, mettant en lumière les diverses dimensions de l'information et de l'analyse médiatique qui influencent la perception publique et les débats autour du barrage. En intégrant ces sources, il est possible d'accentuer et de nuancer la compréhension de l'impact et des implications du projet dans le contexte régional.

Parmi les 13 documents de régulation et d'évaluation environnementale utilisés, on trouve les procédures de notification, de consultation préalable et d'accord (PNPCA) de la MRC, l'Accord et Procédures du Mékong de 1995, l'étude de la MRC sur la gestion durable et le développement du bassin du Mékong (MRC, 2011) et sa revue des modifications faites au barrage. On y retrouve aussi l'analyse des rapports de conformité de la firme *Pöyry* accompagnée de certaines critiques, telles que celles de Herbertson (2011) ou de l'ONG WWF Greater Mekong (2011), les diverses évaluations d'impact environnemental (EIA), les évaluations environnementales stratégiques (SEA) ainsi que les évaluations d'impacts transfrontaliers de la Commission du Mékong et de l'ICEM.

### **2.3.1 Méthode de collecte de données**

Pour trouver ces sources académiques et journalistiques, je m'appuie principalement sur les moteurs de recherche de la bibliothèque de l'UQAM, Google Scholar, ainsi que sur des sources telles que JSTOR, *ScienceDirect* ou *Sage Journals*.

Afin de trouver des articles empiriques à travers la Bibliothèque de l'UQAM (Sofia), j'utilise la fonction "Recherche avancée" et j'y insère un mélange de plusieurs différents mots-clés en anglais, tels que "Xaya\*", "dam\*", "hydro\*", "geopoliti\*", "hydropo\*", "energ\*", "Chin\*", "Laos", "Southeast Asia", "Asia", "hydropower", "hydroelectricity", "impact", "environmental", "water", "river", "Mekong", "Lancang", "transboundary", "Thailand", "Vietnam". Pour les recherches en français, des mots clés similaires ont été utilisés.

En ce qui a trait à la technique d'analyse, je commence par lire le résumé de l'étude pour mieux comprendre le sujet global de l'article et sa pertinence pour mon projet. Ensuite, je recherche des termes spécifiques qui pourraient apparaître en grappes pour cibler les passages qui pourraient traiter spécifiquement du sujet que j'entreprends. Quelques exemples de ces termes incluent "*Xayaburi*", "hydropower", "hydroélectricité", "impact", "Mekong", "river", "transboundary", "Laos" ou tout autre mots pertinents dans le contexte de l'article en question. J'examine ensuite la structure méthodologique de l'article pour déterminer la validité des données, et donc la force de l'argument qui en découle.

Le corpus de littérature et de courant de recherche est choisi en fonction de la pertinence du sujet et guidé par l'accessibilité de l'information pertinente, puis certaines sources peuvent être indisponibles en raison de restrictions linguistiques ou d'accès. Le corpus utilisé est principalement rédigé en français ou en anglais, provenant principalement de la bibliothèque électronique de l'UQAM et d'autres moteurs de recherche académiques, limitant l'inclusion de certaines perspectives.

## CHAPITRE 3

### DÉVELOPPEMENTALISME, CARENCES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS D'ÉVALUATION ET DE CONSULTATION

Ce chapitre offrira une analyse approfondie des dynamiques politiques qui façonnent le secteur hydroélectrique au Laos, en s'appuyant sur le cadre conceptuel établi au deuxième chapitre. En examinant les motivations et stratégies des divers acteurs présents pour permettre la réalisation du projet, il scrutera le processus décisionnel, de consultation et d'approbation du projet de *Xayaburi*, afin de contextualiser les enjeux logistiques et administratifs de cette procédure. Il permettra donc de tester l'hypothèse formulée, qui soutient que, malgré les préoccupations socio-environnementales rattachées au barrage de *Xayaburi*, la construction de celui-ci met en évidence les lacunes de gouvernances et des déficiences institutionnelles régionales, ainsi que les retombées du régime développementaliste stimulé notamment par la Chine.

#### **3.1 Premier facteur explicatif : Régime développementaliste galvanisé par l'influence de la Chine**

Le point clé développé dans cette section souligne que le régime développementaliste, orienté par l'étendue de l'influence prédominante de la Chine en Asie du Sud-Est, compromet gravement la capacité de gouvernance régionale du fleuve. Une illustration de cette dynamique est le développement effréné de l'hydroélectricité dans le sous-bassin du Mékong, révélant non seulement une régulation insuffisante, mais également un manque de leadership en matière de gestion durable de la ressource commune qu'est le fleuve. La prééminence chinoise dans ce secteur érode l'efficacité d'un cadre de gouvernance pourtant crucial, ouvrant la voie à une pénétration encore plus prononcée de la Chine dans le développement hydroélectrique régional. Cependant, pour appréhender plus clairement ces dynamiques régionales, il est impératif de saisir les subtilités du financement dans le secteur énergétique.

Depuis les années 1950, les récits sur l'hydroélectricité dans le bassin du Mékong ont été façonnés par les États, les banques de développement et leur partenaires financiers (Fox et Sneddon, 2019), cadrant cette source d'énergie comme une pierre angulaire du développement

régional et de la sécurité énergétique en harmonie avec les aspirations occidentales et les institutions internationales (Baghel et Nusser, 2010). Se prétendant capables de naviguer dans les complexités juridiques du domaine, ces institutions, parmi lesquelles figurent la BM et l'ADB, présentent une certaine incohérence dans leurs discours (Simpson, 2007). En effet, bien que la BM promeuve des stratégies de réduction de la pauvreté en favorisant l'accès à des sources d'énergie renouvelables, elle a également soutenu des investissements significatifs dans une multitude de projets hydroélectriques ayant d'importants impacts socio-environnementaux (Simpson, 2007; Middleton, Garcia et Foran, 2012).

Dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les projets hydroélectriques en Asie du Sud-Est étaient principalement financés par des entreprises occidentales et des fonds publics, souvent par le biais de prêts d'institutions financières telles que la BM ou l'ADB (Merme, Ahlers et Gupta, 2013). Durant la crise financière asiatique de la fin des années 1990, de multiples projets hydroélectriques ont été abandonnés. Conformément aux tendances néolibérales de cette période, les institutions financières ont alors encouragé l'investissement privé dans le secteur hydroélectrique du bassin, entraînant de nouvelles exigences de confidentialité et de propriété intellectuelle pour protéger les intérêts privés (Matthews et Geheb, 2015). Ces politiques ont engendré l'adoption d'un processus de réglementation plus opaque et donc moins propice au respect des exigences environnementales revendiqués par les communautés locales et les ONG (Matthews et Geheb, 2015; Merme, Ahlers et Gupta, 2013). Ces projets ont été repris subséquemment par des entreprises d'État chinoises et des promoteurs privés régionaux, profitant à la fois de l'insuffisante mise en pratique des politiques environnementales par les pays hôtes et du soutien d'acteurs politiques influents de leurs gouvernements respectifs (Middleton, Garcia et Foran, 2012). Ces promoteurs incluent notamment les entreprises thaïlandaises EGCO, Ratchaburi, GMS Power et Ch. Karnchang, les entreprises vietnamiennes EVN et Petro Vietnam, ainsi que des développeurs du secteur énergétique tels qu'Électricité de France (EDF), Statkraft, et Sinohydro (Merme, Ahlers et Gupta, 2013). Parmi les entreprises d'État chinoises, on retrouve *Sinohydro*, *China Southern power Grid* (CSG) et *China Power Investment* (CPI) (Simpson, 2007; Yeophantong, 2013). À travers celles-ci, la Chine consolide ses intérêts financiers, énergétiques et géopolitiques dans le sous-bassin du Mékong (Sullivan, 2015; Loughlin et Grimsditch, 2021), notamment en acquérant des ressources naturelles

étrangères pour soutenir une croissance élevée (Sullivan, 2015), ainsi que pour alimenter ses marchés énergétiques nationaux ambitieux (Urban et al., 2013, cité dans Sullivan, 2015).

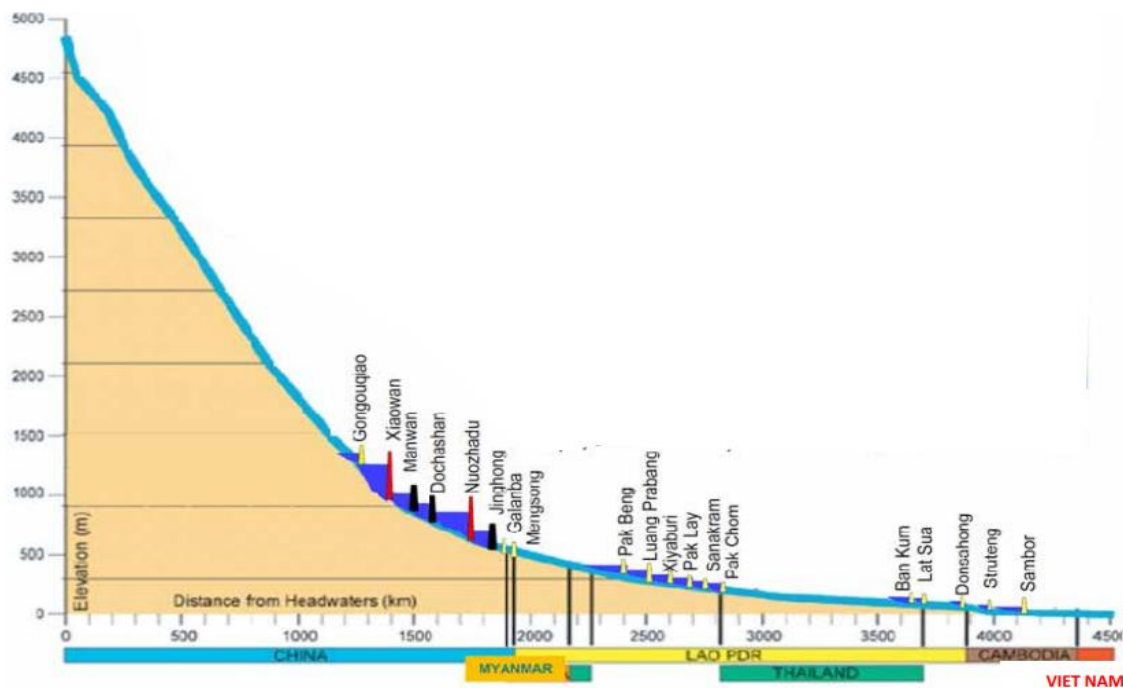
Par le biais de multiples partenariats public-privé, notamment via divers contrats de type BOT (Creak et Barney, 2022), ces entités renforcent leur emprise sur le secteur énergétique tout en tirant d'importants bénéfices financiers (Palumbarit, 2022). En tant que principaux financiers de ces projets, les banques commerciales régionales sont devenues des actrices majeures dans l'évolution du développement hydroélectrique régional, tout en étant moins enclines à respecter les normes de responsabilité sociale des entreprises (Yeophantong, 2016). L'implication de ces banques commerciales dans la provision de prêts pour de tels projets d'infrastructure est facilitée par le fait qu'elles ne disposent pas de politique claire en matière de responsabilité sociale (Sangkhamanee, 2014). Pour le *Xayaburi*, toutes les banques concernées sont d'origine thaïlandaise : la Banque de Bangkok, la Banque Kasikorn, la Banque Krungthai et la Banque de Siam (Merme, Ahlers et Gupta, 2013; King, 2014). À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, le financement principal aura migré des institutions financières internationales, qui occupent désormais un rôle régulateur, vers une diversité croissante d'acteurs privés attirés par ces exigences de confidentialité et de propriété intellectuelle, ainsi que par des conditions économiques favorables et une meilleure autonomie dans la gestion des ressources en eau (Merme, Ahlers et Gupta, 2013).

### **3.1.1 Implications de la régulation du secteur hydroélectrique régional par la Chine**

Compte tenu de cette transition vers un secteur énergétique plus ouvert au financement d'une diversité d'acteurs privés, l'ambitieuse politique étrangère de la Chine a émergé comme un facteur déterminant dans la trajectoire du développement hydroélectrique en Asie du Sud-Est. Selon le rapport spécial sur le marché de l'hydroélectricité de l'Agence internationale de l'énergie de 2021, plus de la moitié des nouveaux projets hydroélectriques en Asie du Sud-Est d'ici 2030 seront construits, financés, partiellement financés ou détenus par des entreprises chinoises, avec le Laos recevant les plus gros apports.

En amont du Mékong, sur la section du fleuve connu sous le nom de *Lancang* en Chine, une série de barrages équipés de réservoirs régulent les niveaux d'eau pour assurer un débit plus constant, ce qui encourage le développement de l'hydroélectricité en aval (ICEM, 2010). Régulant les inondations, cette modification de l'hydrologie du fleuve rend les barrages en aval plus économiquement avantageux en leur offrant une production d'électricité stable tout au long de l'année (MRC Secretariat, 2011). Hirsch (2011) plaide que la décision unilatérale de la Chine de construire cette cascade de barrages encourage le développement hydroélectrique le long du Mékong puisqu'il donne aux pays en aval l'occasion de revendiquer une équité réciproque, de manière à légitimer l'exploitation des ressources hydriques présentes sur leurs territoires respectifs, peu importe les retombées transfrontalières. La Figure 2 illustre l'élévation des nombreux barrages sur la rivière Lancang en amont, comparativement à ceux situés en aval sur le cours principal du Mékong.

Figure 2 Projets hydroélectriques proposés sur le cours principal du Mékong dans le bassin inférieur du Mékong et la province du Yunnan, en Chine



Source : International Centre for Environmental Management (ICEM) – SEA pour le Secrétariat de la MRC

Faisant souvent appel à des entreprises étrangères comme intermédiaires dans le processus de construction (Leslie, 2023), les investissements chinois dans le secteur énergétique ont permis à des pays comme le Laos de suivre une trajectoire de croissance, tout en offrant à la Chine une influence accrue, voire un contrôle, sur leur secteur énergétique (Chan, 2023). Ayant établi des accords avec le gouvernement laotien pour la mise en œuvre de plusieurs projets de barrages sur le Mékong, la Chine assume le rôle d'acteur facilitateur dans ces activités (Llamosas & Sovacool, 2021; Leslie, 2023). En effet, la Chine occupe une place centrale dans la mise en œuvre de plus de la moitié des projets majeurs de barrages au Laos (Chellaney, 2019).

Par le biais de son approche de croissance développementaliste centrée sur de vastes projets d'infrastructure présentés comme étant pacifique et mutuellement bénéfiques, la Chine est capable d'exploiter sa position de pouvoir relative et son expertise pour pénétrer les secteurs énergétiques étrangers (Sims, 2021). À titre d'exemple, l'entreprise d'État chinoise China Southern Power Grid a acquis en 2020 une part majoritaire (90%) de la compagnie de transmission d'Électricité du Laos (EDL) qui s'occupe du réseau de transmission électrique national (Himmer et Rod, 2022).

L'approche chinoise privilégie les relations diplomatiques et commerciales, au détriment du respect des droits de l'homme, des idéaux démocratiques et des réglementations environnementales dans ses investissements (Sims, 2021). Son approche de développement « top-down » et technocratique adhère à une idéologie néolibérale qui favorise l'extraction massive des ressources naturelles pour soutenir un récit de progrès linéaire (Sims, 2021). Toutefois, celle-ci néglige les déterminants structurels de l'appauvrissement au sein de la société laotienne (Sims, 2021). À ce propos, Aroonpipat (2018) note que la configuration institutionnelle de l'aide au développement extérieure chinoise au Laos est informellement ancrée, puis repose sur une stratégie flexible et une transparence limitée des relations personnelles avec l'élite dirigeante laotienne. La nature informelle de ces relations a comme effet de favoriser des perceptions positives de ces acteurs envers l'implication chinoise au Laos (Aroonpipat, 2018).

L'influence catalytique de la Chine se manifeste non seulement à travers des investissements substantiels dans ces projets, mais également par l'exportation de technologie, d'expertise et

d'équipement (Fox et Sneddon, 2019). Selon Tung (2023), l'empreinte économique chinoise au Laos s'est avérée être un catalyseur majeur pour l'accroissement de ses intérêts stratégiques et économiques dans la région. Cette dynamique a consolidé la confiance stratégique du Laos envers la Chine, favorisant un soutien inconditionnel aux initiatives régionales chinoises et à des ajustements politiques visant à mieux accommoder les intérêts de Pékin (Tung, 2023). À titre illustratif, l'initiative Belt and Road (BRI) axée sur un développement accéléré a permis à la Chine de réaliser d'importants investissements dans des projets d'infrastructures énergétiques à l'étranger, renforçant ainsi ses liens économiques avec les États de l'Asie du Sud-Est (Chan, 2023). La BRI symbolise le modèle de développement économique et la vision stratégique du gouvernement chinois pour façonner les dynamiques économiques régionales et mondiales (Fei, 2017). Cette initiative audacieuse d'ouverture économique vise à accroître la connectivité régionale, à consolider les partenariats de développement et à combattre la pauvreté grâce à une coopération internationale fondée sur la coordination politique, les transports, le commerce et l'intégration financière (Fei, 2017). Elle implique des politiques de développement, la création de réseaux d'infrastructure, le renforcement des liens d'investissements et commerciaux, ainsi que la coopération financière (Johnston, 2018). En outre, elle aspire à approfondir les échanges sociaux et culturels, incarnant ainsi une vision holistique de la coopération régionale et mondiale (Johnston, 2018).

En revanche, Yeophantong (2016) défend que la relation de la Chine avec les pays du sous-bassin du Mékong se caractérise plutôt par une interdépendance mutuelle et réciproque, due à la forte demande de la Chine en importations de ressources et d'énergie. Ici, la Chine utilise les investissements directs étrangers (IDE), l'acquisition de ressources naturelles et l'assistance au développement comme des outils d'intervention politique pour stimuler sa propre croissance économique (Sullivan, 2015; Loughlin et Grimsditch, 2021). Cette expansion vers les nations riveraines du Mékong, tels que le Cambodge, le Vietnam et le Laos, offre à la Chine de nouvelles opportunités pour élargir le marché de ses produits et affermir son pouvoir économique sur la région (Sullivan, 2015).

Du point de vue des décideurs politiques des pays hôtes, ces investissements étrangers peuvent être instrumentalisés pour promouvoir leurs propres objectifs politiques et économiques à l'échelle nationale (Loughlin et Grimsditch, 2021).



### 3.1.2 État développementaliste laotien

L'État développementaliste s'oriente vers le marché et se penche fortement sur le flux libre du capital et la propriété privée, tout en favorisant des projets industriels qui amplifient les compétences technologiques du nationales (Reinert, 2010).

Quant à l'État développementaliste laotien, il se distingue par un régime autocratique soutenu par un socialisme de marché et un interventionnisme prononcé (Sims, 2021). Il privilégie un modèle de croissance axée sur l'exportation d'énergie, au détriment des besoins des communautés locales (Sims, 2021; Howe et Park, 2015). Il suit la logique selon laquelle un État souverain a le droit de définir ses stratégies de développement à l'intérieur de ses frontières (Fox et Sneddon, 2019; Veilleux et Wolf, 2019).

#### *Dimension extérieure*

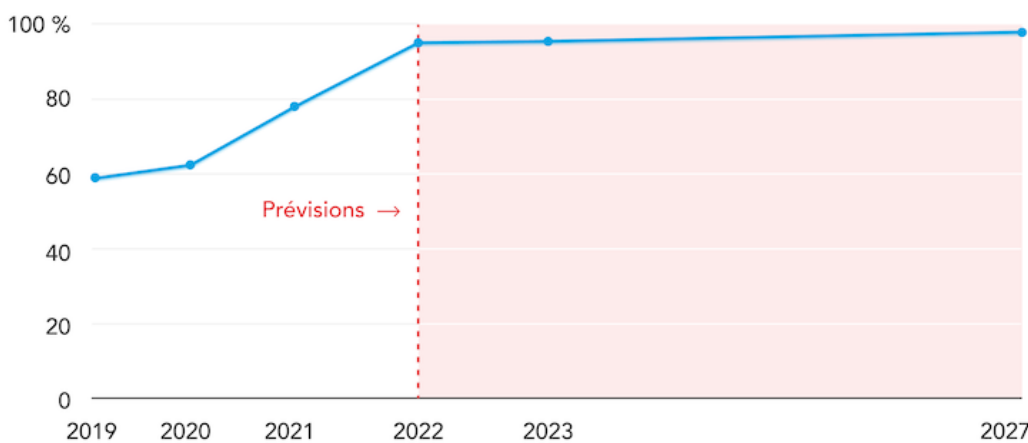
Le gouvernement laotien promeut le développement hydroélectrique comme une stratégie économique visant à stimuler les exportations, attirer les investissements étrangers, équilibrer la balance des paiements, et lutter contre la pauvreté pour sortir de la catégorie des pays les moins avancés (Giovannini, 2018; Atkinson, 2021). Il s'inspire des modèles de croissance néo-libéraux et cherche à s'intégrer de plus en plus étroitement aux régimes économiques mondiaux (Howe et Park, 2015). En alignant son discours avec des normes néolibérales des institutions financières mondiales, telles que la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques, le gouvernement laotien légitimise sa stratégie de développement à l'échelle internationale (Koh, Wong et Hahn, 2024).

Avec le soutien international important des banques multilatérales, le Laos a développé des ambitions de production d'énergie (« batterie de l'Asie du Sud-Est ») en phase avec le modèle développementaliste, comme en témoigne le Programme de la sous-région du Grand Mékong (GMS) par l'ADB et l'initiative *Belt and Road* (BRI) (Sims, 2021). L'adhésion du Laos à de telles initiatives intégrées de développement fut motivée par la recherche de ce que Kuik (2021) appelle la légitimation de la performance basée sur le développement. Pour le Laos, cette légitimation permet de justifier l'autorité de l'élite dirigeante et de la nature autoritaire de son régime, en

transformant le Laos en un pays moderne, non-enclavé et intégré aux marchés internationaux (Kuik, 2021).

Cette stratégie développementaliste, alimentée par l’afflux de financement chinois, a comme effet de renforcer l’élite dirigeante du LPRP en valorisant d’abord la performance économique du secteur des ressources, puis en consolidant des relations diplomatiques favorables au sein de l’ANASE (Loughlin et Grimsditch, 2021; Yeophantong, 2020). Bien que la contestation de la société civile contre les projets hydroélectriques menés par des entreprises d’État chinoises puisse remettre en cause la légitimité du gouvernement laotien et modifier la dynamique de l’influence chinoise dans le secteur énergétique au Laos (Yeophantong, 2016), la disparité entre les deux pays risque d’accroître la dépendance économique du Laos et d’accroître sa subordination politique envers Pékin (Kuik, 2021). À titre d’exemple, en 2020, les investissements chinois dans le secteur énergétique laotien ont permis au Laos d’alléger sa dette en cédant à la Chine une part majoritaire dans son réseau électrique national (Sims, 2021). Puis, avec presque la moitié (47%) de la dette publique laotienne étant désormais détenue par la Chine, le gouvernement aura plus tendance à se tourner vers celle-ci pour obtenir de nouveaux prêts, accentuant davantage ces mêmes préoccupations (Sims, 2021). Les projections présentées dans la Figure 3 ci-dessous, qui trace l’évolution de la dette laotienne en pourcentage du PIB, illustrent cette tendance inquiétante vers l’endettement.

Figure 3 Dette du Laos en pourcentage du PIB



Source: Banque mondiale, Pauvreté et équité et Macroéconomie, Commerce et Investissement - Pratiques mondiales

## *Dimension intérieure*

Du côté intérieur, la centralisation du pouvoir laotien repose principalement entre les mains de l'élite du LPRP, notamment en ce qui concerne la politique économique et énergétique du pays. Pour celle-ci, les bienfaits des multiples projets de développement sont habilement magnifiés pour consolider son autorité (Kuik, 2021; Howe et Park, 2015). Cette stratégie permet de détourner l'attention des préoccupations concernant le régime, telles que son mode de gouvernance autoritaire et son niveau élevé d'inégalités socioéconomiques (Kuik, 2021). Inspiré du modèle chinois, le développementalisme laotien offre à ses élites dirigeantes du LPRP une voie de légitimation par l'intégration de « zones spéciales » impliqués dans l'hydroélectricité, les projets miniers et l'agriculture (Kuik, 2021). Au cœur de ces zones le long des frontières sino-laotiennes, la question de la souveraineté s'entrelace avec le contrôle exercé par des entreprises étrangères privées sur le territoire et sa population (Nyíri, 2012). Ces régions économiques périphériques sont ainsi propulsées vers la « modernité » grâce à l'exploitation des ressources naturelles, à l'essor du capital et à l'afflux des travailleurs étrangers, principalement en provenance de Chine (Nyíri, 2012). Simultanément, la politique laotienne de Transformation des Terres en Capital (*TLIC*) encourage les concessions foncières à plusieurs investisseurs nationaux et étrangers pour divers projets de développement économique, notamment hydroélectriques (Kenney-Lazar et Mark, 2021).

Cette quête de modernité repose sur la reproduction visuelle et textuelle du modèle d'État chinois (par exemple, les cérémonies et les symboles), empruntant ainsi les caractéristiques paternalistes d'ordre, d'autorité et d'efficacité rattachés à son modèle de croissance économique (Nyíri, 2012). Ce système permet au gouvernement laotien de maintenir un contrôle flexible et profitable des ressources, tout en limitant l'émergence d'une élite économique locale susceptible de contester son autorité (Nyíri, 2012). Les réseaux chinois facilitent alors la pénétration de l'État laotien dans ses régions frontalières éloignées, tout en lui garantissant une intégration dans l'économie mondiale (Nyíri, 2012).

Selon la politique de développement durable de l'hydroélectricité du gouvernement laotien de 2015, qui en réalité réduit les normes en matière de droits de l'homme et d'environnement, le développement de ressources naturelles serait une expression essentielle de la souveraineté des États (Fox et Sneddon, 2019). La construction de barrages est perçue comme une expression

légitime du développement, reposant sur la valorisation par l'État des connaissances technologiques et de l'expertise des acteurs impliqués (Fox et Sneddon, 2019). Une fois édifiés, ces barrages consolident l'association entre l'infrastructure hydroélectrique et développement dans les discours politiques de l'État, réduisant progressivement les possibilités d'explorer d'autres voies de développement (Fox et Sneddon, 2019).

Bref, bien que la stratégie du gouvernement laotien, illustrée par l'aboutissement du barrage de *Xayaburi*, lui permette d'améliorer son statut économique et de consolider sa position à l'échelle internationale, la légitimité de son régime autoritaire, corrompu et opaque continue de susciter de vastes remises en question (Ninha Le, 2013; Howe et Park, 2015).

### **3.1.3 Implications du modèle développementaliste**

Tout compte fait, le modèle de développement extractif et technocratique adopté par le Laos s'est avéré endommageant pour la société laotienne, renforçant davantage les inégalités présentes (ICEM, 2010; Thabchumpon et Middleton, 2012; Fox et Sneddon, 2019; Howe et Park, 2015). Conjointement, l'engagement du gouvernement laotien à promouvoir l'hydroélectricité comme une source d'énergie écologiquement neutre et socialement acceptable envoie un signal clair aux développeurs de projets hydroélectriques, les laissant avec peu d'incitations à atténuer les coûts socio-environnementaux inhérents à leurs initiatives (Shoemaker et Robichaud, 2019). Suhardiman et Rigg (2021) font écho à cette préoccupation en soulignant que les entreprises œuvrant sur de tels projets, responsables en premier lieu envers l'État laotien plutôt qu'envers les ménages affectés, peuvent négliger les besoins de développement des communautés locales lorsque des terres leur sont cédées à des fins de développement.

Alors que la Chine continue d'être fortement critiquée pour les dommages écologiques durables causés par la prolifération des barrages construits par ses entreprises d'État à l'étranger, elle est également blâmée pour avoir affaibli les normes environnementales et sociales déjà lacunaires des pays hôtes (Yeophantong, 2016). Pourtant, selon Yeophantong (2016), l'influence chinoise n'entraîne pas de modifications significatives des normes et politiques socio-environnementales locales des gouvernements hôtes dans ce domaine. Elle contribuerait plutôt à les faire stagner, ou du moins, ne fait pas usage de sa position pour les améliorer. Selon Middleton, Garcia et Foran

(2012), cette tendance inquiétante constitue une menace cruciale pour la santé écologique du Mékong. Parallèlement, l'aide et les prêts chinois dits « sans condition » soulèvent d'importantes questions quant à leur impact sur la bonne gouvernance dans la région (voir section 3.2.1).

Les gouvernements d'Asie du Sud-Est, devraient donc être perçus comme complices de l'influence chinoise dans leur secteur énergétique plutôt que comme de simples sujets inactifs ou passivement soumis à son autorité (Yeophantong, 2016; Howe et Park, 2015). Pour le gouvernement du Laos, son régime autoritaire et développementaliste l'a conduit à conclure des partenariats internationaux négligeant les droits des groupes les plus vulnérables, au nom du « bien commun » (Howe et Park, 2015; Ojendal, Hansson et Hellberg, 2015).

Bref, cette section met en évidence comment le régime développementaliste en Asie du Sud-Est compromet la gouvernance régionale du Mékong. Le développement accéléré de l'hydroélectricité dans le sous-bassin du fleuve révèle un manque de régulation et de leadership en matière de gestion durable. La prochaine section traite du rôle crucial des institutions dans la formulation de réglementations régissant l'hydroélectricité au niveaux national et régional, dans le but de clarifier les enjeux de gouvernance qui ont façonné ce régime. Elle examine en profondeur le processus de consultation et d'évaluation du barrage de *Xayaburi* afin d'illustrer les insuffisances institutionnelles existantes au niveau régional.

### **3.2 Deuxième facteur explicatif : insuffisances en matière de gouvernance, déficiences institutionnelles, et défauts des processus d'évaluation et de consultation**

Une autre partie de la réponse au questionnement relatif à l'acceptation du projet de *Xayaburi* réside dans le régime multilatéral de gouvernance du Mékong et du cadre institutionnel régissant les projets de développement dans la région. À ce niveau, le paysage politique se reflète à travers les principales organisations multilatérales telles que la MRC et l'ANASE. Au Laos, les institutions profondément opaques et restrictives concentrent le pouvoir politique entre les mains d'une élite dirigeante réticente à faire la moindre concession (Kenney-Lazar et Mark, 2021). Ce modèle de gouvernance restreint considérablement les possibilités de consultation publique sur les projets d'envergure tels que le barrage de *Xayaburi*, et étouffe toute forme de critique ou de dissidence au sein de la société civile.

### 3.2.1 Gouvernance régionale

L'étude du projet de *Xayaburi* révèle les insuffisances majeures du régime de gouvernance de l'eau dans la région du Mékong. Tant que les gouvernements privilégient leurs intérêts économiques à court terme en adoptant une approche développementaliste, la gestion du bassin du Mékong continuera d'illustrer l'échec du partage des responsabilités (Yeophantong, 2013). Yeophantong (2013) identifie plusieurs facteurs pour expliquer ceci, notamment une définition floue des droits et responsabilités dans les cadres de gouvernance de l'eau, un manque d'institutionnalisation des normes opérationnelles de gestion de l'eau au niveau régional, ainsi que l'insuffisance de participation publique dans les canaux formels de gouvernance. De plus, l'existence de multiples interprétations du concept de responsabilité contribue à exacerber les tensions entre les États riverains de la région, rendant encore plus difficile l'instauration d'un cadre de gouvernance véritablement collaboratif et équitable (Yeophantong, 2013).

L'efficacité de la MRC, principale entité responsable de la gouvernance du Mékong, est limitée d'une part par sa responsabilité exclusive envers les quatre gouvernements riverains, sans obligation de rendre de compte au grand public (Ha, 2011), et d'autre part par son approche passive qui tend à éviter toute critique des projets hydroélectriques érigés ou financés par la Chine (Yeophantong, 2013; Ha, 2011). À cet égard, le Tableau 2 présente l'étendue des responsabilités et des prérogatives de la MRC dans le modèle de gouvernance du Mékong, ainsi que les niveaux d'efficacité variables de ceux-ci. La MRC est par conséquent critiquée pour son incapacité de provoquer des changements politiques significatifs, tel que de traiter les préoccupations en aval liées aux conséquences transfrontalières du barrage de *Xayaburi* (Yeophantong, 2013). Malgré des efforts pour instaurer la IWRM<sup>4</sup>, le cadre institutionnel insuffisant de la MRC et son mécanisme de représentation participative inefficace complique la participation représentative des communautés au sein de la société civile (Yeophantong, 2013; Ha, 2011).

---

<sup>4</sup> La *Integrated Water Resources Management* est une approche globale visant une gestion coordonnée de l'eau. Elle favorise le développement et la gestion coordonnée de l'eau et des ressources connexes dans le but d'assurer un bien-être social et économique de manière équitable, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux (Environment, U.N., 2023).

Tableau 2 Modèle de gouvernance du Mékong

<b>Issue</b>	<b>Institution</b>	<b>Governance &amp; Output</b>	<b>Effectiveness</b>
1. Water allocation	MRC	A loose flow regime	Medium
2. Basin development	MRC	Basin Development Plan, with the engagement of stakeholders	Medium
3a. Dam Projects (Lancang River)	Bilateral, GMS	Under the sovereignty of China, other downstream countries are not informed	Low
3b. Dam Projects (Mekong River)	MRC, GMS	Planned and resolved at bilateral or national level; non-state actors and civil society request more transparency and participation in decision-making	Low
4. Response to weather events	MRC, GMS, Bilateral	Ad-hoc water releasing from dams in China and Laos	Medium

Source: Chan (2023)

Parallèlement, Chan (2023) propose que le régime développementaliste observé dans la région s’inspire de la pratique laissez-faire de l’ANASE. Par le biais de son approche collective privilégiant le consensus et la non-ingérence, aucun État membre de l’organisation ne détient de droit de veto sur les décisions prises par un autre État concernant son territoire souverain ou ses ressources, y compris les ressources en eau partagées (Young et Ear, 2021; King, 2014; Cronin et Hamlin, 2012; Matthews et Geheb, 2015). Ironiquement, cela aboutit à ce que chaque État, guidé par des considérations économiques, prenne des décisions de manière autonome (Young et Ear,

2021; King, 2014). Critiquant l'investissement thaïlandais dans le projet de *Xayaburi*, King (2014) souligne que l'encadrement institutionnel par une entité transnationale comme l'ANASE permettrait de réguler de tels investissements en se fondant sur la protection de l'environnement, l'utilisation durable des ressources naturelles et la promotion des droits de l'homme. Plutôt, celui-ci a engendré un climat propice à l'adoption par les États membres d'un modèle de développement qui privilégie l'accroissement des bénéfices respectifs plutôt que des buts régionaux communs dans l'esprit de coopération mutuelle du Mékong (Grunwald et al., 2020) tels que la conservation écologique du fleuve et son développement durable (Young et Ear, 2021; King, 2014).

Le cadre de gouvernance régional a démontré son insuffisance pour réguler adéquatement les procédures de consultation de projets comme celui du *Xayaburi*. En raison de sa structure fragmentée et de son autorité limitée, la MRC a montré des limites notables dans la gestion des risques associés à l'exploitation du cours principal du Mékong, compromettant ainsi la mise en place de principes durables et un contrôle rigoureux sur les projets à incidence transfrontalière, tels que les barrages (Geheb, West et Matthews, 2019; Ha, 2011). Cette déficience structurelle et décisionnelle menace gravement l'utilisation durable des ressources hydriques partagées, avec des impératifs de développement exacerbant les défis liés à leur gestion.

### **3.2.2 Régime politique laotien: Enracinement des institutions du LPRP**

Depuis 1975, le Parti révolutionnaire populaire laotien (LPRP) concilie un contrôle politique autoritaire avec des politiques étatiques de socialisme de marché, un modèle de gouvernance qui relègue les droits civils et individuels au second plan, privilégiant les idéaux du parti en matière de développement national (Creak et Barney, 2022). Ce modèle d'État à parti unique voit le LPRP présider sur une économie de marché en transition (Stuart-Fox, 2008).

Depuis lors, le Laos continue d'ancrer les caractéristiques autoritaires de son régime notamment par le maintien d'un contrôle rigoureux sur les médias limitant l'accès à l'information, la restriction de la liberté d'expression de sa population et par la censure des voix dissidentes des organisations de la société civile (Veilleux et Wolf, 2014; Thabchumpon et Middleton, 2012). Le LPRP bloque également l'accès à la justice légale et maintient un niveau de corruption extrêmement élevé (Veilleux et Wolf, 2014; Thabchumpon et Middleton, 2012), particulièrement



dans le secteur privé où l'on retrouve les nombreux projets d'infrastructure et hydroélectrique. Cette répression trouve ses racines dans les institutions rigides et hermétiques du gouvernement laotien, qui dissuade toute forme de contestation et ou d'initiative dénonçant les inégalités sociétales ou visant à encourager le débat démocratique (Veilleux et Wolf, 2014).

Au fil du temps, l'inertie des institutions de ce régime autocratique a conduit à l'absence de mécanismes de contrôle et d'équilibre, ainsi qu'à un manque total de responsabilité de la part du LPRP, ce qui représente une menace significative pour la démocratie et constitue un obstacle majeur au respect des causes socio-environnementales et des droits civils et humains (Kenney-Lazar et Mark, 2021). Effectivement, un régime avec de telles obstructions institutionnelles engendre un climat où les voix des communautés les plus durement touchées par de tels projets restent ainsi muselées et leurs droits bafoués, ouvrant la voie à une exploitation sans entrave du Mékong (Yeophantong, 2013). En raison de la nature autoritaire de sa structure de gouvernance, le gouvernement laotien parvient à sacrifier les besoins de ces groupes vulnérables sous le prétexte du bien collectif (Howe et Park, 2015). Les communautés affectées et la société civile ne sont donc pas suffisamment outillées pour influencer les processus politiques, que ce soit au niveau local, national ou régional (Yeophantong, 2013). Bref, l'orientation économique du Laos vers le développement hydroélectrique ne se résume pas à une simple exploitation autoritaire et extractive des ressources, mais bien de la poursuite de l'idéologie du LPRP et de l'enracinement de ses institutions centralisées sur plusieurs décennies (Creak et Barney 2022).

Cette prochaine section de l'argument institutionnel de l'analyse explore en profondeur le processus d'évaluation et de consultation. L'analyse de ces procédures permettra de démystifier les stratégies employées par le gouvernement laotien et les acteurs impliqués pour faire avancer le projet, malgré les résistances de la société civile, des ONG environnementales, ainsi que des membres de la MRC préoccupés par les impacts transfrontaliers potentiels du barrage.

### **3.3 Processus d'évaluation et de consultation**

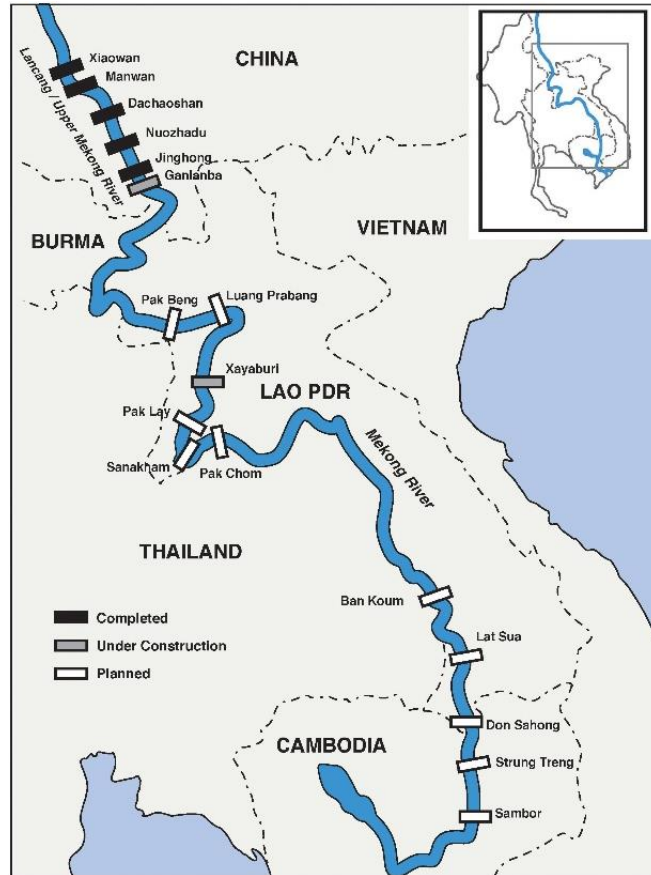
Afin d'assurer la poursuite du projet malgré les inquiétudes socio-environnementales, le gouvernement laotien a émis des garanties politiques, s'engageant à évaluer les impacts potentiels sur les pays en aval avant de débiter la construction et à trouver des solutions respectueuses de l'environnement pour la réalisation du barrage (Grunwald et al., 2020). Toutefois, des enquêtes sur le site ont révélé que le Laos avait l'intention de commencer les préparatifs de construction de manière précoce, sans l'autorisation de la MRC et avant le feu vert des études d'impact nécessaires (Rieu-Clarke, 2014). Cela dit, pour appréhender pleinement les motivations et les orientations du gouvernement laotien, il est nécessaire d'examiner en détail la chronologie du processus d'évaluation et de consultation.

Tel que vu dans la section 1.2.1, les procédures du PNPCA n'ont pas su restreindre les ambitions du Laos en ce qui a trait aux caractéristiques du barrage et à l'agenda de construction de celui-ci. Par le biais du processus de consultation préalable de la MRC, le Laos a omis d'offrir aux gouvernements de la région l'opportunité d'évaluer les impacts transfrontaliers du projet (International Rivers, 2013).

Ensuite, dans le cadre de l'élaboration de politiques, de programmes ou de projets, les rapports environnementaux stratégiques (SEA) sont utilisés pour mieux éclairer les décisions relatives au développement durable en intégrant des préoccupations environnementales. Ne se limitant pas simplement à justifier les choix de développement, ils peuvent également remodeler les relations de pouvoir et avoir une incidence sur les décisions en matière de planification (Shardiman et al., 2015). Dans le SEA de 2010 réalisé par la MRC, il a d'abord été constaté que les barrages sur la rivière Lancang en Chine seraient responsables de la réduction de moitié des sédiments transportés par celle-ci, entraînant la déstabilisation des littoraux et des plaines inondables du delta du Mékong des zones cruciales pour l'agriculture (ICEM, 2010). Le SEA a également mis en lumière que la construction de la série de 11 barrages planifiés sur le Mékong, illustrée dans la Figure 5, pourrait avoir d'immenses répercussions économiques, sociales et surtout environnementales sur les populations locales vivant le long du fleuve (Suhardiman et al., 2015; Ha, 2011). Elle transformerait près de 80% du fleuve en une série de réservoirs régulés, modifiant considérablement le débit saisonnier de la rivière (Olson et Morton, 2018; Kantoush et al., 2017), submergeant ainsi beaucoup des importantes terres agricoles le long de celui-ci (Kantoush et al., 2017). La région subirait ainsi un appauvrissement sévère de sa biodiversité marine (Fox et

Sneddon, 2019), soit une perte estimée entre 270 000 et 600 000 tonnes de protéine animale par an (International Rivers, 2011).

Figure 4 Barrages complétés, en cours de complétion et planifiés sur le cours principal du Mékong



Source: International Rivers

Toutefois, n'ayant aucune autorité décisionnelle, l'évaluation elle-même n'a pu contraindre le Laos à respecter ses conclusions et à suivre ses recommandations. Cette lacune institutionnelle a permis au gouvernement laotien de faire avancer le projet en évitant tout examen scientifique, rejetant ainsi le report de 10 ans recommandé dans le SEA (Suhardiman et al., 2015). Plusieurs ONG, dont *Save the Mekong*, ont soutenu les recommandations du SEA en réclamant la réalisation d'études d'impact environnemental transfrontalières plus approfondies et la mise en place d'un processus décisionnel plus transparent (Fox et Sneddon, 2019).

Malgré un accord pour mener davantage d'études à la fin de 2011, les gouvernements du Laos et de la Thaïlande ont ignoré les recommandations du rapport de SEA et n'ont pas attendu que les études menées par la MRC soient complétées avant de donner le feu vert au projet, et au programme d'achat d'électricité (King, 2014). Par conséquent, l'approbation subséquente de ces contrats par le Conseil national d'énergie et du Cabinet s'avère inconstitutionnelle et illégale, en raison de l'absence d'une évaluation publique adéquate et du manque total de consultation publique (King, 2014). Compte tenu de ces préoccupations quant au respect du processus de consultation, la BM et l'ADB ont refusé de prêter main forte au financement du projet.

Plutôt que d'aborder les demandes faites dans le SEA, le gouvernement a choisi de faire recours aux services d'une entreprise tierce, Pöyry pour élaborer des rapports techniques et proposer des mesures d'atténuation efficaces pour le projet, telles que l'amélioration des passages pour poissons et la réduction de la rétention des sédiments. L'entreprise de consultation environnementale a ignoré les préoccupations exprimées par les gouvernements Thaïlandais, Cambodgiens et Vietnamiens (King, 2014). Malgré une insuffisance de données sur les impacts des barrages, Pöyry a présenté une étude recommandant la poursuite de la construction et proposant l'utilisation de technologies non éprouvées (International Rivers, 2012). Allant à l'encontre des scientifiques, Pöyry ont déterminé que la réalisation d'études complémentaires avant le début des travaux n'était pas nécessaire (International Rivers, 2013; Ninh Le, 2013). Désireux de faire avancer le projet, le Laos a jugé que les technologies non-éprouvées proposées par Pöyry étaient suffisantes pour atténuer les dommages potentiels du barrage (International Rivers, 2013).

S'appuyant sur les conclusions du rapport de conformité de Pöyry pour sécuriser les investissements et respecter l'échéancier souhaité, le gouvernement du Laos a fait fi du processus diplomatique de la MRC (International Rivers, 2012; Ninh Le, 2013). Avec cet objectif en tête, celui-ci a même dissimulé à ses partenaires commerciaux l'existence de différends diplomatiques avec certains membres de la MRC s'opposant au projet (Ninh Le, 2013), dont le Cambodge et le Vietnam.

Le rapport de conformité en question a été sévèrement critiqué par l'ICEM et d'autres ONG, qui ont souligné son manque de considération des complexités du fleuve (Geheb, West et Matthews, 2019). Ils ont dénoncé ses recommandations inappropriées concernant divers aspects

techniques du projet, tels que la sédimentation, l'érosion, la qualité de l'eau, les pêcheries et la sécurité du barrage lui-même (Geheb, West et Matthews, 2019).

Puis, en réponse à la recommandation de la MRC de suspendre la construction du barrage, le gouvernement du Laos a mandaté la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour réviser le rapport initial de Pöyry, tandis que les travaux se poursuivaient toujours sur le site (Geheb, West et Matthews, 2019). Largement en accord avec Pöyry, le rapport de la CNR a déterminé que le *Xayaburi* ne causerait aucun obstacle sérieux au flux de sédiments en aval (Ninha Le, 2013; Herbertson, 2012). Malgré le peu de nouvelles perspectives apportées par celui-ci, il a permis de justifier la refonte du projet avec l'assurance que celui-ci n'aurait aucun impact environnemental, laissant entendre que sa conception initiale aurait bel et bien eu un réel impact (Geheb, West et Matthews, 2019).

Selon Grunwald et al. (2020), la collaboration entre le gouvernement laotien et les entreprises de consultation (Pöyry et CNR) visait plutôt à légitimer des savoirs alternatifs telles que les connaissances technologiques et en ingénierie telles que retrouvées dans les rapports de conformité afin d'accélérer le processus de consultation et d'éviter les retards dans la construction du barrage. Ces connaissances scientifiques, qui conservent une légitimité et une autorité importantes dans la justification de tels projets (Fox et Sneddon, 2019), sont influencées par l'existence de récits divergents, affectant de manière significative la recherche et l'évaluation de la gouvernance de l'eau au sein de la MRC (Matthews et Geheb, 2015).

### **3.3.1 Analyse des limites des rapports et évaluations**

Selon le rapport d'examen du projet de consultation préalable de la MRC (2011), l'EIA du *Xayaburi* présente d'insuffisantes données concernant les conditions socio-économiques des communautés résidant dans les zones touchées par le projet. Elle souffre également d'un manque de données empiriques sur l'importance du sous-bassin du Mékong pour la migration d'espèces marines (MRC, 2011). Soutenu par l'ICEM, le rapport recommandait une **révision** complète de la conception du passage de poissons, soulignant l'impératif d'une évaluation approfondie de l'impact sur les pêcheries, ainsi que l'adoption de mesures additionnelles pour la protection de la faune et la flore marine. Il fait aussi appel à des modifications de la conception et des opérations du

barrage pour optimiser le transport des sédiments, l'établissement d'une stratégie de débit environnemental en aval, ainsi que des évaluations des risques pour les polluants (MRC, 2011). Additionnellement, il propose de concevoir des programmes de suivi pour évaluer les répercussions sur la qualité (et le débit) de l'eau, les écosystèmes aquatiques et les flux environnementaux, soulignant les effets potentiels transfrontaliers et cumulatifs (MRC, 2011). Il demande finalement que la sécurité du barrage soit confiée à un panel indépendant d'examen de la sécurité des barrages pour garantir sa conformité aux exigences institutionnelles.

Puis, abordant spécifiquement l'aspect des poissons et de la pêche de l'EIA du *Xayaburi*, Baran et al. (2011) ont révélé que celle-ci ne prenait pas en compte plusieurs aspects essentiels, tels que la biodiversité des poissons, l'impact sur les populations de poissons, l'emploi et les revenus, ainsi que les mesures de conservation coûteuses et efficaces. Cette lacune, combinée à l'absence d'évaluation des impacts transfrontaliers et cumulatifs des barrages sur le Mékong, a conduit à la conclusion que l'évaluation ne respectait pas les normes internationales relatives aux EIA (Baran et al., 2011).

De surcroît, plusieurs des études sur lesquelles le gouvernement laotien s'est appuyé ont été critiquées pour avoir rejeté les conclusions de l'ICEM. Certaines des reproches formulées ont ciblé le fait que l'analyse portait seulement sur une zone située à 10 km en aval du barrage, qu'elle a sous-estimé les impacts socio-écologiques, et avoir accordé une confiance excessive à des dispositifs tels que des passages à poissons expérimentaux et des turbines testés en dehors de la région d'étude (Grunwald et al., 2020).

À la suite d'une réunion du Comité mixte de la MRC (*Joint Committee*) en avril 2011 où aucun consensus n'a pu être atteint quant à la continuation du projet., le gouvernement laotien a organisé plusieurs réunions confidentielles avec le Cambodge et le Vietnam en marge de la MRC (International Rivers, 2012). Ces réunions cherchaient à permettre au Laos de persuader ses voisins d'approuver le projet en cours, insinuant que celui-ci était déjà trop avancé pour être arrêté (International Rivers, 2012). Exceptionnellement, ces discussions ont contourné le processus décisionnel multilatéral de la MRC, omettant ainsi certaines informations et propositions présentées par la CNR et Pöyry. Cette issue risque de délégitimer la MRC en tant que cadre institutionnel de négociation, ce qui établit un précédent dangereux pour les négociations à venir.

Bien que le Laos ait affirmé avoir pris en considération les nombreuses préoccupations des nations avoisinantes lors de la révision de son projet (International Rivers, 2012), les demandes d'une étude plus approfondie sur les implications transfrontalières sont demeurées sans réponse. Lors d'une cérémonie protocolaire en novembre 2012 sous le parrainage de la Thaïlande, le gouvernement laotien a encore signalé son intention d'aller de l'avant avec le projet de barrage, en dépit des appréhensions exprimées par les deux pays voisins (Grunwald et al., 2020). Suite à cette cérémonie, le Laos a gagné en confiance et a acquis un levier politique considérable sur ses partenaires en aval (Grunwald et al., 2020). Depuis 2013, les discussions concernant le barrage de *Xayaburi* dans la sphère politique ont été reléguées au second plan, éclipsées par les débats sur d'autres projets d'envergure tels que les barrages de *Don Sahong*, *Pak Beng*, *Luang Prabang*, *Pak Lay*, *Lower Sesan II* et *Sambor* (Grunwald et al., 2020).

De fait, le Laos s'est montré prêt à s'engager dans un processus de diplomatie avec le Cambodge et le Vietnam, pourvu que cela n'entrave pas le calendrier de construction établi par les investisseurs et actionnaires du projet (International Rivers, 2012; 2013). Néanmoins, plusieurs communautés vivant le long du Mékong ont exprimé leur mécontentement concernant la dégradation d'écosystèmes le long du fleuve, un manque d'informations sur les personnes déplacées et les activités concernées, ainsi qu'une crainte de la diminution de leurs revenus de pêche et d'agriculture (International Rivers, 2011). Ces griefs ont conduit à des poursuites judiciaires en 2015 et en 2020, la plus récente visant cinq agences thaïlandaises où les plaignants contestent la légitimité du PPA de *Xayaburi* avec la Thaïlande et dénoncent des lacunes dans l'évaluation et la consultation des impacts transfrontaliers du barrage, (International Rivers, 2020). Il a été constaté que certaines parties du Mékong ont été sujettes à des fluctuations anormales du niveau de l'eau, accompagnées d'une clarté de l'eau inhabituelle, indiquant un faible transfert de sédiments le long du fleuve (International Rivers, 2020). Au cours du procès, une demande de suspension du PPA jusqu'à l'examen de preuves supplémentaires sur le projet a été rejetée par la Cour administrative suprême thaïlandaise, déclarant que le PPA en tant que tel n'était pas responsable pour son impact sur les personnes et l'environnement (International Rivers, 2020).

### 3.3.2 Opposition au projet de barrage

Face aux nombreuses préoccupations socio-écologiques soulevées par le projet de barrage de *Xayaburi*, et en réponse à l'indifférence négligente des gouvernements et des acteurs impliqués quant à l'inertie persistante du projet, une opposition significative s'est manifestée (Suhardiman et al., 2015). Cette voix provient principalement de la société civile thaïlandaise et d'ONG environnementales. Ces organisations de la société civile ont vigoureusement critiqué les lacunes et le manque de crédibilité de l'EIA du *Xayaburi* (Yeophantong, 2013). S'appuyant sur les conclusions de plusieurs études dont l'étude de faisabilité de 2009 de la MRC en collaboration avec l'ICEM, elles ont souligné diverses irrégularités survenues avant et pendant la construction du barrage (Grunwald et al, 2020), comme mentionné dans les sections précédentes. Elles ont également contesté l'implication de *CH Karnchang* et de Pöyry dans la construction du barrage controversé (Yeophantong, 2020). Se présentant comme les porte-parole des intérêts de leurs voisins et des communautés en aval menacées par le projet (Yeophantong, 2020), ces entités ont vigoureusement dénoncé les pratiques irresponsables des entreprises concernées, lesquelles se soustraient aux directives rigoureuses de l'OCDE en matière de développement durable, de protection environnementale et de respect des droits humains (Sullivan, 2015). Plusieurs de ces groupes de la société civile ont également critiqué le plan de développement énergétique de la Thaïlande comme étant trop axé sur la promotion de nouvelles centrales électriques à grande échelle (p.ex. le *Xayaburi*), et ont accusé l'EGAT de surestimer sa demande en électricité, entraînant un surinvestissement dans la capacité de production (Thabchumpon et Middleton, 2012; Shoemaker et Robichaud, 2019).

Toutefois, la société civile continue d'exercer une influence limitée sur les décisions politiques nationales au Laos (Suhardiman et al., 2015), que ce soit par l'impunité étatique ou la répression systémique de la dissidence (Yeophantong, 2020). En effet, malgré l'élan du mouvement de la part de ces différents groupes, l'opposition au projet de *Xayaburi* demeure fortement fragmentée (Hensengerth, 2015). Il est peu surprenant que celui-ci ait manifesté une efficacité limitée à freiner l'élan du projet, en partie du fait de l'engagement ferme et déterminé de la Thaïlande dans l'initiative. L'opposition semble donc incapable de véritablement contester les institutions rigides et ancrées du Laos, ni de modifier de manière substantielle l'équilibre de pouvoir pour que ses



revendications soient prises en compte (Yeophantong, 2013). À l'échelle régionale, bien que le réseau d'ONG en Asie du Sud-Est constitue une sphère d'influence, il ne dispose d'aucune véritable autorité décisionnelle, ce qui accentue les difficultés inhérentes à la contestation (Hensengerth, 2015).

Comme mentionné précédemment par Veilleux et Wolf (2014), l'incapacité de l'opposition de la part de la société civile à influencer les décisions relatives au développement hydroélectrique découle du maintien d'un régime politique rigide et inchangé, qui empêche l'émergence d'acteurs pluralistes capables de contrer efficacement le pouvoir du gouvernement et des investisseurs étrangers vis-à-vis des citoyens affectés (Kenney-Lazar et Mark, 2021; Yeophantong, 2013). Ce manque de pluralité facilite le contrôle hégémonique du Parti, puis, avec le soutien chinois et les campagnes de propagande, renforce son emprise sur le discours populaire ainsi que sur de nombreuses zones rurales (Kenney-Lazar et Mark, 2021). De ce fait, des politiques telles que la TLIC suscitent des préoccupations quant à la distribution de la valeur créée par un tel développement, notamment en raison des inégalités de pouvoir entre les populations marginalisées et les contrôleurs de ressources (Kenney-Lazar et Mark, 2021). En effet, l'acquisition foncière et l'extraction de ressources ont un faible effet de création d'emplois à long terme pour les populations marginalisées des zones rurales, où habitent plusieurs minorités ethniques (Ahmed et Liquin, 2023).

Dans la même lignée, Yeophantong (2013; 2020) souligne le rôle des réseaux de plaidoyers transnationaux qui sont à l'avant-garde de la remise en question du paradigme de développement traditionnel suivi par les gouvernements. Principalement constitués de divers groupes de la société civile et d'ONG en Asie du Sud-Est, ces réseaux remettent en question le paradigme développementaliste adopté par le Laos. Pour ce faire, ils agissent en menant des résistances locales, en exerçant une pression publique sur des projets d'investissement étrangers à haut risque, et en permettant aux organisations « *grassroots* » de contourner l'État pour interagir avec des acteurs internationaux afin de promouvoir des changements socio-politiques (Yeophantong, 2020). Ayant la capacité de faire pression sur les entreprises d'État chinoises (SOE), ces réseaux peuvent inciter celles-ci à adopter un comportement plus responsable en matière d'engagement envers une diligence sociale et environnementale appropriée (Yeophantong, 2020). Malgré les efforts de ces réseaux, les structures politico-économiques transnationales, qui exercent un pouvoir considérable

sur les décisions souveraines des États riverains, favorisent l'exploitation capitaliste des ressources du Mékong au détriment de l'environnement, plutôt que de répondre aux demandes des mouvements environnementaux transfrontaliers (Young et Ear, 2021).

Malgré la présence de procédures d'évaluation et de consultation se contentant de faire office de façade pour un processus prétendument équitable et respectueux de l'environnement, la MRC ne porte pas de pouvoir coercitif pour contraindre les États membres à agir dans l'intérêt du bien commun du fleuve, ou à interrompre le développement de tels projets. Le processus de PNPCA n'a finalement pas réussi à harmoniser les divergences entre les États membres, et plusieurs mesures ont été proposées depuis pour améliorer sa capacité à résoudre aux problèmes apparus dans le cas du *Xayaburi* (Paisley et al., 2017). La flexibilité de l'accord a plutôt permis aux États, malgré leurs intérêts divergents, d'interpréter les dispositions de manière à maximiser leurs avantages respectifs (Rieu-Clarke, 2014). L'échec de ce processus avec le barrage de *Xayaburi* a incité les pays en aval à repenser les dispositions institutionnelles et les consultations des parties prenantes, ainsi qu'à renforcer leur pouvoir de négociation et leur influence idéationnelle en intégrant davantage de parties prenantes dans le processus décisionnel (Grunwald et al., 2020).

En somme, le cas du *Xayaburi* expose les défis de la première incursion du PNPCA face à l'approche nationaliste du développement exercée par le gouvernement laotien, et la manière dont les évaluations scientifiques peuvent être politiquement manipulées pour atteindre des objectifs spécifiques (Suhardiman et al., 2015). Les institutions multilatérales telles que la MRC et l'ANASE se sont avérées mal outillées pour faire face aux défis complexes de la coopération internationale pour l'utilisation des ressources hydriques d'un fleuve partagé (Sims, 2021). Dans un espace politique insensible aux préoccupations de la société civile, les enjeux relatifs aux flux d'investissements directs étrangers, aux échanges régionaux d'énergie, ainsi qu'à la dimension transfrontalière des impacts environnementaux d'un barrage de cette envergure n'ont pas été traités (Sims, 2021; Yeophantong, 2013). Pour des projets à impacts transfrontaliers tels que le barrage de *Xayaburi*, il est essentiel de mettre en place un système de gouvernance intégrée qui démocratise la planification énergétique, qui applique une coopération inter-étatique des gouvernements de la MRC et qui inclue la société civile et les communautés dans le débat afin de garantir une gestion durable et équitable du Mékong (Thabchumpon et Middleton, 2012; Yeophantong, 2013; Ha, 2011).

### 3.4 Discussion

La préservation durable du Mékong est menacée par les pressions commerciales, un nationalisme étroit, un manque d'engagement envers une coopération à l'échelle régionale et la persistance d'un modèle de développement obsolète privilégiant les grands projets d'infrastructure (Simpson, 2007; Hirsch, 2012). L'exemple du *Xayaburi* illustre également comment les considérations politiques et les récits divergents exercent une influence significative sur la recherche et l'évaluation de la gouvernance de l'eau au sein de la MRC (Matthews et Geheb, 2015). L'étude de cas du *Xayaburi*, qui met en évidence la prééminence de l'objectif national de production d'énergie, démontre comment les externalités associées aux projets hydroélectriques à grande échelle (Hensengerth, 2015; Grunwald et al., 2020) sont souvent subordonnées, au détriment du bien-être des communautés les plus marginalisées (Ahmed et Liquin, 2023). Dans un contexte de politisation des ressources d'eau, le respect des délais du projet de Xayaburi a été privilégié à celui des engagements socio-environnementaux (Ahmed et Liquin, 2023). Cela crée un dangereux précédent en matière de respect des dispositions garantissant la participation communautaire, la divulgation d'informations dans le processus de consultation, les mesures de compensation, ainsi que la réinstallation de communautés et de la restauration de leurs moyens de subsistance (Veilleux et Wolf, 2014).

Suivant une approche politico-écologique, certains dont Cronin et Hamlin (2012) et Geheb, West et Matthews (2019) soutiennent que l'argument développementaliste pour l'hydro-développement est fallacieux dans la mesure où il ne tient pas suffisamment compte de l'importance sociale, économique et culturelle du Mékong. Leur approche nuancée reconnaît la matérialité de la nature et propose une vision alternative de la régulation des ressources en eau, affirmant que la préservation du cours naturel du Mékong représenterait une contribution plus précieuse, tant sur les plans financier, social et culturel, que les revenus tirés de son exploitation hydroélectrique. L'évaluation du véritable coût du développement hydroélectrique exige une approche intégrée qui tient compte des enjeux de planification des ressources hydriques et de l'électricité (Middleton, Garcia et Foran, 2012).

À cet égard, une certaine incertitude persiste quant aux retombées positives sur le développement socio-économique, en raison des inquiétudes liées à la gestion efficace des revenus générés par la vente d'énergie et amplifiées par des défis politiques au sein du pays (Ninha Le, 2013; Simpson, 2007). Cronin et Hamlin (2012), ainsi que Geheb, West et Matthews (2019), soutiennent que la supposition développementaliste d'une croissance économique durable est loin d'être assurée, et il est fréquemment observé que les inconvénients inhérents aux grands barrages surpassent leurs avantages.

Bien que les projets hydroélectriques au Laos aient stimulé la croissance économique au Laos, ils ont aussi exacerbé les disparités entre les zones urbaines et rurales, engendrant des conséquences dévastatrices pour ces dernières (Atkinson, 2021). En réalité, les répercussions sociales et environnementales des barrages pèsent de manière disproportionnée sur les communautés tributaires des ressources naturelles du Mékong, une dynamique d'autant plus préoccupante dans certaines régions du Laos où la pauvreté demeure profondément enracinée (International Rivers, 2011; Thabchumpon et Middleton, 2012). Cette approche du développement fondée sur des considérations économiques nationales tend à sous-estimer, voire ignorer, la diversité des intérêts existants, privilégiant ainsi les grands projets d'infrastructure (Thabchumpon et Middleton, 2012).

Ultimement, l'incapacité de la MRC, des États riverains et du programme de GMS à aborder les enjeux socio-environnementaux et d'équité de ses projets a comme effet de compromettre les perspectives de développement durable par le biais de l'hydroélectricité dans la région (Middleton, Garcia et Foran, 2012). Ses carences en termes de gouvernance régionale et son incapacité à coordonner les informations ont exacerbé les difficultés locales et amplifié les inégalités préexistantes dans la région (Ha, 2011). L'inébranlable poursuite des intérêts économiques nationaux continue de primer sur le bien-être collectif régional, écartant les voix alternatives prônant une approche plus durable et participative (Ojendal, Hansson et Hellberg, 2012).

Le mépris total démontré par le Laos à l'égard du processus de consultation et son non-respect des revendications et des griefs des autres nations représente une violation de confiance qui compromet les efforts de coopération dans la région du Mékong. Ninha Le (2013) attribue la négligence en matière de responsabilité sociale du gouvernement laotien à sa corruption endémique. Pareillement, Herbertson (2012) soupçonne des pots-de-vin de la part de promoteurs

cherchant à exploiter les ressources hydriques du Mékong et à profiter de la main d'œuvre bon marché.

Bref, la poursuite du projet de *Xayaburi*, malgré les risques politiques et environnementaux et les préoccupations exprimées par les gouvernements régionaux au sein de la MRC, établit un précédent inquiétant pour les futurs développements sur le cours principal du Mékong, exposant ainsi des millions d'autres individus à des répercussions majeures (Rieu-Clarke, 2014; Veilleux et Wolf, 2014). Depuis l'achèvement du barrage de *Xayaburi*, le Laos a réaffirmé sa détermination en matière de développement hydroélectrique en progressant avec le projet hydroélectrique de Pak-Lay situé en aval, tout en signant un accord pour explorer le potentiel hydroélectrique d'autres cours d'eau (Sohsai et Lee, 2022). D'après Fox et Sneddon (2019), la construction prévue de ces barrages le long du cours principal du Mékong pose le risque de créer un clivage entre les parties en amont et en aval du fleuve, induisant ainsi des altérations dévastatrices dans les écosystèmes aquatiques.

Cela dit, l'opposition constante au développement hydroélectrique dans la région du Mékong illustre la nécessité d'instaurer des consultations publiques et des arrangements gouvernementaux plus inclusifs pour une gestion plus durable des ressources et un meilleur mécanisme de régulation (Sangkhamanee, 2014). Une participation plus active des parties prenantes au-delà des frontières nationales dans les processus décisionnels est nécessaire, afin de tenir compte des retombées transfrontalières (Sangkhamanee, 2014). Il recommande également des mécanismes de gouvernance régionaux inclusifs permettant la participation de la société civile et des personnes affectées (Sangkhamanee, 2014). Castro-Diaz et al. (2023) et Räsänen et al. (2017) partagent cette vision, soulignant l'impératif d'assurer la participation des communautés locales dans les processus décisionnels pour limiter les impacts néfastes sur les différents types de capitaux des individus. Parallèlement, Chellaney (2019) souligne l'impératif d'instaurer une collaboration institutionnalisée visant à protéger les droits de chaque pays et à honorer leurs obligations envers l'environnement commun.

Rieu-Clarke (2014) propose une stratégie plus judicieuse pour gérer les impacts transfrontaliers du *Xayaburi* : imposer aux membres de notifier les États en aval dès le début des études de faisabilité et d'évaluation des impacts socio-environnementaux, offrant ainsi une opportunité

précoce de consultation et de participation à la planification pour atténuer les répercussions en aval tout en répondant aux besoins de l'État en amont. Par conséquent, les organisations multilatérales et les organismes de bassins fluviaux sont d'une importance capitale dans la gestion de l'eau, le partage d'informations, la promotion des négociations et le renforcement de la confiance mutuelle, comme le soulignent Llamosas et Sovacool (2021).

Toutefois, le financement et la réussite de ces initiatives dépendent étroitement de l'établissement d'une capacité institutionnelle adéquate, tant à l'échelle régionale que nationale (ICEM, 2010).

## CONCLUSION

L'hypothèse centrale de ce mémoire, cherchant à éclairer les raisons de l'autorisation de construction du barrage de *Xayaburi* malgré ses nombreuses controverses, suggère que sa mise en œuvre révèle non seulement des lacunes en matière de gouvernance et des déficiences institutionnelles régionales, mais aussi l'influence d'un régime économique développementaliste stimulé par la Chine. Cette hypothèse est donc confirmée.

Cette recherche démontre d'abord que le régime développementaliste, galvanisé par la Chine et son influence géopolitique dans la région, est en partie responsable pour la possibilité de construction du barrage de *Xayaburi*. Bien que financé exclusivement par des entités thaïlandaises, la Chine demeure un acteur facilitateur majeur dans la prolifération de tels barrages, projetant son influence hégémonique et promouvant son modèle de développement centré sur les projets d'infrastructure et de son régime d'échanges. La construction d'une série de barrages sur la rivière Lancang a permis à la Chine non seulement de modifier le débit de l'eau pour faciliter la construction de barrages en aval, mais également d'instaurer un ordre où l'exploitation de ressources à des fins de développement est devenu la norme pour des pays comme le Laos. Ces barrages en amont ont aussi donné l'occasion aux États riverains en aval de revendiquer une forme de réciprocité qui légitime l'exploitation des cours d'eau majeurs, indépendamment de leur signification culturelle et de leur importance vitale pour les communautés locales. À travers des initiatives comme la BRI et à l'aide de plusieurs outils d'intervention tels que l'acquisition de ressources naturelles et de terres sous contrats BOT, l'empreinte économique chinoise dans des pays comme le Laos s'est avérée être un catalyseur majeur pour l'accroissement de ses intérêts stratégiques dans la région.

La reprise de projets abandonnés par les entreprises d'État chinoises à la suite de la crise financière asiatique a permis l'ouverture du secteur hydroélectrique laotien, ainsi qu'à son élite politique de légitimer sa gouvernance sur la base du développement. Les investissements étrangers, souvent sous la forme d'IDE provenant d'entités thaïlandaises ou d'entreprises d'État chinoises, ont facilité l'incursion dans le secteur énergétique laotien, permettant l'atteinte de certains objectifs politiques stratégiques (Loughlin et Grimsditch, 2021). En alignant son discours avec les normes

néolibérales des institutions financières mondiales, telles que la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques par le biais de l'expansion hydroélectrique, le gouvernement laotien a su justifier son approche de développement sur la scène internationale (Koh, Wong et Hahn, 2024).

Ensuite, cette recherche met en lumière les carences des institutions politiques laotiennes en matière de protection de l'environnement et de défense des populations marginalisées. Marquées par la domination de l'élite politique du LPRP, les institutions opaques de cet État à parti unique témoignent d'une centralisation autoritaire du pouvoir politique. L'enracinement des institutions politiques du LPRP permettent des processus opaques de négociation et de consultation pour des projets comme celui du *Xayaburi*, négligeant toute forme d'opposition, de critiques ou de recommandations de la part de la société civile. Bien qu'elle soit exclue du processus décisionnel concernant le secteur énergétique au Laos et que ses revendications sur les répercussions socio-environnementales de ces projets soient ignorées, la société civile continue de remettre en cause les discours de développement dominants et l'autorité des États sur l'allocation des ressources naturelles (Yeophantong, 2013).

Au niveau régional, l'institution fragmentée qu'est la MRC ne détient pas l'autorité requise pour contraindre les États membres à respecter les processus de consultation de projets hydroélectriques, au détriment de la préservation durable du fleuve. Alors que les États contournent les processus de PNPCA, la légitimité de la MRC en tant que cadre institutionnel de négociation est sérieusement remise en question. Actuellement, la MRC demeure mal équipée pour relever les défis de coopération et d'intégration régionale.

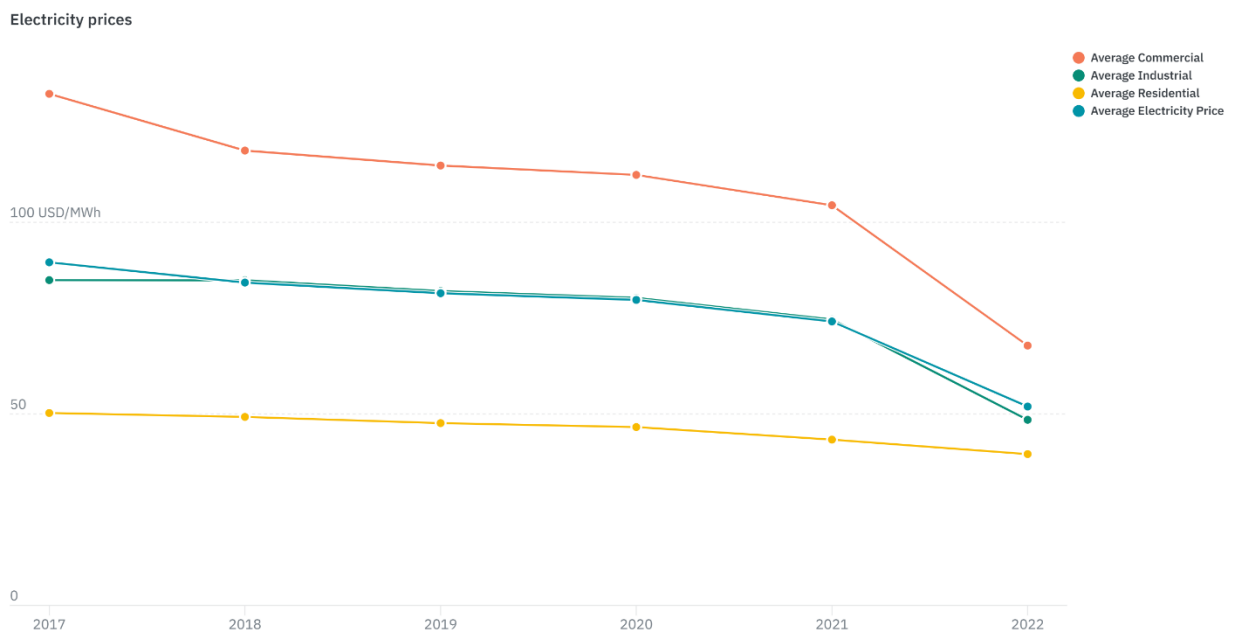
À la lumière de cette recherche, il est complexe d'évaluer l'impact réel de la construction du barrage de *Xayaburi* sur les différentes communautés et classes sociales, ainsi que sur les populations rurales par rapport à urbaines. L'impact économique de ce projet sur la réduction pauvreté et le développement demeure incertain, tandis que l'efficacité de l'approche de développement est mise en doute en raison des lacunes substantielles du gouvernement laotien (Cronin et Hamlin, 2012). Il reste à déterminer si les revenus tirés de l'exportation d'électricité, sous la faible capacité de gouvernance de l'état développementaliste laotien (Cronin et Hamlin, 2012), profitera véritablement aux citoyens. Sur ce, plus d'analyses sont nécessaires pour mieux comprendre le fonctionnement de l'État autocratique laotien dans le développement de son secteur



hydroélectrique et la redistribution des bénéfices (Olson et Gareau, 2018, cité dans Koh et al., 2024).

Malgré la mise en service du barrage, l'EDL a demandé à la population laotienne de réduire sa consommation d'électricité, contraint d'importer de l'électricité à des prix plus élevés pour satisfaire la demande locale. Au cours des dernières années, la baisse du coût de l'électricité au Laos se répartit inégalement entre les différents secteurs de l'économie. Comme l'illustre la Figure 5, alors que les coûts d'électricité commerciaux et industriels ont diminué de 35% et 34% respectivement, la baisse pour le secteur résidentiel n'a été que de 9% (Climate Scope, 2023).

Figure 5 Coût de l'électricité au Laos par secteur, de 2017 à 2022



Source : *Climate Scope – Bloomberg NEF*

En outre, l'efficacité des programmes de réinstallation des communautés demeure incertaine (Middleton, Garcia et Foran, 2012; MRC Secretariat, 2011). En effet, les effets de ces initiatives impliquant la réintégration de communautés, l'accès aux services essentiels, ainsi que l'adaptation de travailleurs à de nouveaux environnements et de nouvelles méthodes de travail, sont encore incompris (Middleton, Garcia et Foran, 2012; International Rivers, 2011).

L'endiguement du Mékong ne constitue qu'une des nombreuses menaces auxquelles il fait face. Parmi les autres dangers figurent la déforestation, l'augmentation des besoins en irrigation en raison de la croissance démographique (Olson et Morton, 2018). Puis, face aux changements climatiques, il est à craindre que la fréquence et l'intensité des sécheresses augmentent et que le niveau d'eau des réservoirs baisse (Chellaney, 2019). Bien que la compréhension des risques associés aux barrages sur le Mékong se soit considérablement améliorée, les tensions entre les bénéficiaires de ces projets et ceux qui en subiront les conséquences se sont intensifiées (International Rivers, 2013). Avec l'influence de la Chine dans le secteur énergétique en Asie du Sud-Est continuant de se faire sentir, plusieurs leçons peuvent être tirées de l'expérience du barrage de *Xayaburi*. Une chose est sûre, le projet de *Xayaburi* est un prélude à la future gouvernance transfrontalière du bassin (Grunwald et al., 2020; Ojendal, Hansson et Hellberg, 2012).

Pourtant, le Laos ne semble pas se préoccuper des retombées causées par l'endiguement de ses cours d'eau et s'enfonce plus profondément dans le piège d'une dette croissante avec ses partenaires financiers, notamment la Chine (Chan, 2023; Fawthrop, 2019; Sims, 2021). Ensemble, l'élargissement du déficit budgétaire et de l'endettement, combiné à la volatilité du taux de change, contribue à l'instabilité économique au Laos, constituant un obstacle majeur à la capacité d'attraction d'investissements publics (Howe et Park, 2015). De plus, faisant face à des coûts de construction de 18 milliards de dollars pour les quatre futurs barrages (Pak Beng, Pa Lay, Luang Prabang et Sanakham), le Laos affiche un PIB de seulement 12,5 milliards de dollars.

Que ce soit par la réforme des systèmes de production et de consommation existants ou en plaidant pour un changement politique et institutionnel transformateur (Koh et al., 2024), les enseignements tirés du cas de *Xayaburi* mettent en évidence l'urgence d'élaborer des solutions pour garantir un développement durable de l'utilisation du Mékong. Selon Simpson (2007), une meilleure efficacité énergétique et des initiatives énergétiques renouvelables plus modestes et décentralisées pourrait substituer de tels projets. La diversification des sources d'énergie renouvelable pourrait garantir une sécurité énergétique optimale dans la région et permettrait de fournir une énergie stable tout en préservant les ressources naturelles et les moyens de subsistance locaux. En matière d'hydroélectricité, une approche ciblée et durable privilégiant des projets adaptés au contexte géographique et démographique permettrait de répondre aux besoins en énergie

tout en réduisant les impacts sociaux et environnementaux, notamment pour les communautés éloignées et marginalisées.

Pourtant, avec quelques barrages démantelés, International Rivers (2021) et Leslie (2023) estiment que le vent tourne en défaveur de l'hydroélectricité, avec la Chine moins encline à financer et construire des barrages à l'étranger, en réponse à l'échec de nombreux prêts et à la publicité négative découlant de projets controversés. Elle a aussi tenté de dissimuler son implication dans des projets de barrages controversés en utilisant des entreprises étrangères comme intermédiaires dans de tels projets (Leslie, 2023). Tout compte fait, la Commission mondiale sur les barrages a pour responsabilité de sensibiliser davantage sur les risques socioécologiques associés au développement de l'hydroélectricité à l'échelle internationale.

Au lieu d'opter pour une approche plus prudente et de chercher à atteindre un consensus sur l'avenir du Mékong, le Laos et la Thaïlande se sont plutôt lancés dans une course à l'appropriation des ressources hydriques du fleuve, sans se soucier des répercussions sur leurs voisins ou leurs propres citoyens (International Rivers, 2012). Selon Cronin et Hamlin (2012), un Mékong préservé de toute ingérence ou de tout dessein hydroélectrique représente une richesse inestimable pour la région, surpassant les bénéfices financiers potentiels que pourrait procurer l'énergie hydroélectrique.

L'analyse du processus décisionnel du barrage *Xayaburi* présente des limites significatives en raison de la nouveauté et de l'incertitude des conséquences associées. La période analysée de 2007 à 2024 est jugée pertinente mais présente une limite temporelle, entravant une évaluation approfondie des impacts à long terme. En raison de cette insuffisance de recul temporel et de la nature cumulative des effets des barrages, la limitation de l'accès aux données réelles sur les conséquences de la construction du barrage entrave la possibilité d'une analyse empirique exhaustive. Ensuite, la complexité des interactions sociales et environnementales liées aux barrages, ainsi que la diversité des modes de vie et des conditions économiques, compliquent l'exhaustivité de l'analyse. Il existe également un risque d'opinion prématurée, où certaines conclusions sont basées sur des données potentiellement lacunaires en raison de ces limites temporelles.

En ce qui concerne limites spatiales, l'étude se concentre sur la région directement affectée par le barrage de *Xayaburi* et ses répercussions régionales. Pourtant, comme le souligne Matthews (2014), les politiques asymétriques du bassin façonnent les moteurs et les facilitateurs du développement hydroélectrique, rendant nécessaire de rassembler des preuves provenant de l'ensemble du bassin du Mékong. En raison de l'ampleur des conséquences transfrontalières des barrages sur le cours principal, il devient difficile, voire impossible, de recenser exhaustivement l'ensemble de ces impacts.

En tant que premier barrage érigé sur le courant principal du Mékong, le caractère unique du *Xayaburi* limite les possibilités de comparaison avec d'autres infrastructures hydroélectriques, en particulier celles situées sur les affluents du Mékong. Une analyse comparative intéressante serait de comparer le *Xayaburi* à d'autres barrages précurseurs sur d'autres fleuves majeurs tel que barrage de Belo Monte au Brésil sur l'Amazone. Bien que les contextes géographiques, hydrologiques, démographiques, ainsi que les modes de vie des communautés et les dynamiques géopolitiques des États dans la région puissent différer, des préoccupations similaires émergent concernant les impacts environnementaux, la biodiversité et les effets sur les communautés marginalisées. Néanmoins, une telle analyse permettrait d'examiner l'influence qu'un cadre institutionnel et de gouvernance distinct pourrait exercer sur le développement durable des ressources d'un fleuve partagé. Par conséquent, cette approche pourrait révéler des découvertes intéressantes quant aux dynamiques divergentes entre les États riverains.

Les conclusions de notre étude sont donc plus pertinentes pour les projections relatives aux futurs barrages sur le cours principal que pour l'analyse des infrastructures hydroélectriques déjà existants sur les affluents. En l'absence de tels projets, une analyse comparative approfondie est impraticable. Cette étude, bien que circonscrite dans le temps et l'espace pour garantir la cohérence et la précision de l'analyse, reconnaît les limites imposées par l'évolution des contextes géographiques, ouvrant ainsi la voie à de futures recherches plus étendues.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed, S. et Liquin, P. (2023). Socio-ecological challenges of hydroelectric dams among ethnic minorities in northern Laos. *Environmental Development*, 46, 100864. <https://doi.org/10.1016/j.envdev.2023.100864>
- Aroonpipat, S. (2018). Governing aid from China through embedded informality: Institutional response to Chinese development aid in Laos. *China Information*, 32(1), 46-68.
- Asian Development Bank. (2010). *Evaluation Report: Lao People's Democratic Republic: Energy Sector*. Retrieved from <https://www.adb.org/documents/energy-sector-lao-peoples-democratic-republic>
- Atkinson, C. L. (2021). Hydropower, development, and poverty reduction in Laos: promises realized or broken? *Asian Journal of Political Science*, 29(1), 67-87. <https://doi.org/10.1080/02185377.2020.1819356>
- Baghel, R., & Nüsser, M. (2010). Discussing large dams in Asia after the World Commission on Dams: Is a political ecology approach the way forward?. *Water alternatives*, 3(2).
- Bangkok Post. (2016, 27 mai). CK gets B19bn environmental contract for Xayaburi dam. *Bangkok Post*. <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/978185/ck-gets-b19bn-environmental-contract-for-xayaburi-dam>
- Bakker, K. (2010). Contested Waterscapes in the Mekong Region: Hydropower, Livelihoods and Governance. *Mountain Research and Development*, 30(4), 407. <https://doi.org/10.1659/mrd.mm074>
- Baran, E., Larinier, M., Ziv, G., & Marmulla, G. (2011). Review of the fish and fisheries aspects in the feasibility study and the environmental impact assessment of the proposed Xayaburi dam on the Mekong mainstream. *Report prepared for the WWF Greater Mekong*.
- Bull, B., & McNeill, D. (2007). *Development issues in global governance: Public-private partnerships and market multilateralism*. Routledge.
- Castro-Diaz, L., García, M. A., Villamayor-Tomas, S. et Lopez, M. C. (2023). Impacts of hydropower development on locals' livelihoods in the Global South. *World Development*, 169, 106285. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106285>
- Chan, S. K. L. (2023). *Transboundary Water Governance: The Impacts of Upstream Dams on the Mekong River in Cambodia*.
- Chang, F. K. (2013). The lower mekong initiative & us foreign policy in southeast Asia: Energy, environment & power. *Orbis*, 57(2), 282-299.

- Chellaney, B. (2011). *China's Dam Frenzy* | by Brahma Chellaney. Project Syndicate § Politics & World Affairs. <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-s-dam-frenzy-2011-12>
- Chellaney, B. (2019). *Damming the Mekong Basin to Environmental Hell* | by Brahma Chellaney. Project Syndicate § Sustainability Now. <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-dams-mekong-basin-exacerbate-drought-by-brahma-chellaney-2019-08>
- Chellaney, B. (2022). *Hydropower Is a Bad Bargain* | by Brahma Chellaney. Project Syndicate § Sustainability Now. <https://www.project-syndicate.org/commentary/environmental-impact-of-hydropower-renewable-energy-dams-by-brahma-chellaney-2022-06>
- Chitnis, A. (2013). The Xayaburi Power Purchase Agreement: An Independent Review. *International Rivers*.
- Creak, S. et Barney, K. (2022). The Role of « Resources » in Regime Durability in Laos: The Political Economy of Statist Market Socialism. *Communist and Post-Communist Studies*, 55. <https://doi.org/10.1525/cpcs.2022.1713051>
- Deetes, P. (2020). *PRESS RELEASE | Thai Mekong communities submit evidence of impacts in Xayaburi lawsuit*. International Rivers. <https://www.internationalrivers.org/news/press-release-thai-mekong-communities-submit-evidence-of-impacts-in-xayaburi-lawsuit/>
- Di Baldassarre, G., Wanders, N., AghaKouchak, A., Kuil, L., Rangelcroft, S., Veldkamp, T. I. E., Garcia, M., van Oel, P. R., Breinl, K. et Van Loon, A. F. (2018). Water shortages worsened by reservoir effects. *Nature Sustainability*, 1(11), 617-622. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0159-0>
- Fan, P., Cho, M. S., Lin, Z., Ouyang, Z., Qi, J., Chen, J. et Moran, E. F. (2022). Recently constructed hydropower dams were associated with reduced economic production, population, and greenness in nearby areas. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 119(8), e2108038119. <https://doi.org/10.1073/pnas.2108038119>
- Fawthrop, T. (2019). Did Vietnam just doom the Mekong?. *The Diplomat*, 26.
- Fawthrop, T. (2019). Something is very wrong on the Mekong River. *The Diplomat*, 16.
- Fei, D. (2017). Worlding Developmentalism: China's Economic Zones Within and Beyond its Border. *Journal of International Development*, 29(6), 825-850. <https://doi.org/10.1002/jid.3277>
- Fisher, J. (2012) Team visits controversial Laos dam. *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-18993032>
- Fox, C. A. et Sneddon, C. S. (2019). Political Borders, Epistemological Boundaries, and Contested Knowledges: Constructing Dams and Narratives in the Mekong River Basin. *Water*, 11(3), 413. <https://doi.org/10.3390/w11030413>

- Giovannini, G. (2018). Power and Geopolitics along the Mekong: The Laos–Vietnam Negotiation on the Xayaburi Dam. *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 37(2), 63-93. <https://doi.org/10.1177/186810341803700203>
- Goichot, M. (2015) Multiple dams are an ominous threat to life on the Mekong River. *The Guardian*, Guardian Sustainable Business. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2015/may/06/dams-hydropower-mekong-river-thailand-laos-don-sahong-xayaburi>
- Grünwald, R., Wang, W. et Feng, Y. (2020). Modified Transboundary Water Interaction Nexus (TWINS): Xayaburi Dam Case Study. *Water*, 12(3), 710. <https://doi.org/10.3390/w12030710>
- Guttal, S., & Shoemaker, B. (2004). Manipulating consent: The World Bank’s public consultation and acceptance process for the Nam Theun 2 hydroelectric project.
- Ha, M.-L. (2011). The Role of Regional Institutions in Sustainable Development: A Review of the Mekong River Commission First 15 Years. *Consilience*, No 5 (2011): Issue Five: 2011. <https://doi.org/10.7916/CONSILIENCE.V015.4436>
- Hecht, J. S., Lacombe, G., Arias, M. E., Dang, T. D. et Piman, T. (2019). Hydropower dams of the Mekong River basin: A review of their hydrological impacts. *Journal of Hydrology*, 568, 285-300. <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2018.10.045>
- Hensengerth, O. (2015). Where is the power? Transnational networks, authority and the dispute over the Xayaburi Dam on the Lower Mekong Mainstream. *Water International*, 40(5-6), 911-928. <https://doi.org/10.1080/02508060.2015.1088334>
- Herbertson, K. (2011). Sidestepping Science: Review of the Pöyry Report on the Xayaburi Dam. *International Rivers*.
- Herbertson, K. (2012) Xayaburi Dam: A Closer Look at How Laos Got to “Go”. *International Rivers*. <https://archive.internationalrivers.org/blogs/267/xayaburi-dam-a-closer-look-at-how-laos-got-to-%E2%80%9Cgo%E2%80%9D>
- Herbertson, K. (2012). The Xayaburi dam: Threatening food security in the Mekong. *International Rivers*, 11, 2012.
- Herbertson, K. (2013) Xayaburi Dam: How Laos Violated the 1995 Mekong Agreement. *International Rivers*. <https://archive.internationalrivers.org/blogs/267/xayaburi-dam-how-laos-violated-the-1995-mekong-agreement>
- Howe, B. M., & Park, S. H. R. (2015). Laos: The Dangers of Developmentalism? *Southeast Asian Affairs*, 2015(1), 165-185.
- Himmer, M. et Rod, Z. (2022). Chinese debt trap diplomacy: reality or myth? *Journal of the Indian Ocean Region*, 18(3), 250-272. <https://doi.org/10.1080/19480881.2023.2195280>

- Hirsch, P. (2011). China and the cascading geopolitics of lower Mekong dams. *Asia-Pacific Journal-Japan Focus*, 9(20).
- House, R. S. et Xun, W. (2017). Public–Private Partnerships in the Water Sector in South East Asia: Trends, Issues and Lessons. Dans T. Carroll et D. S. L. Jarvis (dir.), *Asia after the Developmental State* (1<sup>re</sup> éd., p. 326-358). Cambridge University Press.  
<https://doi.org/10.1017/9781316480502.014>
- International Centre for Environmental Management (ICEM). (2010). *Strategic environmental assessment of hydropower on the Mekong mainstream: Final report for the Mekong River Commission*. Mekong River Commission.
- International Energy Agency. (2021). *Hydropower Special Market Report: Analysis and forecast to 2030*. OECD. <https://doi.org/10.1787/07a7bac8-en>
- International Rivers. (2011) *The Xayaburi Dam*.  
<https://archive.internationalrivers.org/resources/the-xayaburi-dam-2635>
- International Rivers. (2013) *The Lower Mekong Dams: A Transboundary Water Crisis*.  
<https://archive.internationalrivers.org/resources/the-lower-mekong-dams-a-transboundary-water-crisis-7900>
- International Rivers. (2015) *Court Hears Testimony of Mekong Villagers in Xayaburi Dam Case*.  
<https://archive.internationalrivers.org/blogs/254/court-hears-testimony-of-mekong-villagers-in-xayaburi-dam-case>
- Kang, B., He, D., Perrett, L., Wang, H., Hu, W., Deng, W. et Wu, Y. (2009). Fish and fisheries in the Upper Mekong: Current assessment of the fish community, threats and conservation. *Reviews in Fish Biology and Fisheries*, 19, 465-480.  
<https://doi.org/10.1007/s11160-009-9114-5>
- Kantoush, S., Binh, D. V., Sumi, T. et Trung, L. V. (2017). Impact of Upstream Hydropower Dams and Climate Change on Hydrodynamics of Vietnamese Mekong Delta. *Journal of Japan Society of Civil Engineers, Ser. B1 (Hydraulic Engineering)*, 73(4), I\_109-I\_114. [https://doi.org/10.2208/jscejhe.73.I\\_109](https://doi.org/10.2208/jscejhe.73.I_109)
- Kenney-Lazar, M. (2023). Turning land into capital? The expansion and extraction of value in Laos. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 55(6), 1565-1580.
- Kenney-Lazar, M. et Mark, S. (2021). Variegated transitions: Emerging forms of land and resource capitalism in Laos and Myanmar. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 53(2), 296-314. <https://doi.org/10.1177/0308518X20948524>
- King, D. (2014). Regulating social and environmental risk in ASEAN financial integration: The Xayaburi dam project in Lao PDR and Thai Banks. Dans *Business and Human Rights in Southeast Asia*. Routledge.



- Kingsbury, D. (2017), *Politics in Contemporary Southeast Asia: Authority, Democracy and Political Change*, New York, NY: Routledge
- Koh, N. S., Wong, G. Y. et Hahn, T. (2024). Radical incrementalism: hydropolitics and environmental discourses in Laos. *Environmental Politics*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/09644016.2024.2372236>
- Kuik, C. C. (2021). Laos's Enthusiastic Embrace of China's Belt and Road Initiative. *Asian Perspective*, 45(4), 735-759.
- Lamb, V., & Dao, N. (2015). Perceptions and Practices of Investment: China's hydropower investments in mainland Southeast Asia. *Land grabbing, conflict and agrarian-environmental transformations: perspectives from East and Southeast Asia*.
- Leslie, J. (2023). As Projects Decline, the Era of Building Big Dams Draws to a Close. Yale E360. Yale School of the Environment. <https://e360.yale.edu/features/hydropower-dams-energy-decline>
- Petty, M. (2011). Laos defies neighbours on dam project-environmentalists. *Reuters*, Industry, Materials and Utilities. <https://www.reuters.com/article/laos-dam-idUSL3E7HN1L320110623>
- Lee, S. (2015). Benefit sharing in the Mekong River basin. *Water International*, 40(1), 139-152. <https://www.tandfonline.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/doi/epdf/10.1080/02508060.2014.978974?needAccess=true>
- Llamosas, C. et Sovacool, B. K. (2021). The future of hydropower? A systematic review of the drivers, benefits and governance dynamics of transboundary dams. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 137, 110495. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2020.110495>
- Loughlin, N. et Grimsditch, M. (2021). How local political economy dynamics are shaping the Belt and Road Initiative. *Third World Quarterly*, 42(10), 2334-2352. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1950528>
- Lu, X. X. et Chua, S. (2021). River Discharge and Water Level Changes in the Mekong River: Droughts in an Era of Mega-Dams. *Hydrological Processes*, 35. <https://doi.org/10.1002/hyp.14265>
- Matthews, K. G., Niki West, Nathaniel. (2014). The invisible dam: Hydropower and its narration in the Lao People's Democratic Republic. Dans *Hydropower Development in the Mekong Region*. Routledge.
- Matthews, N., & Geheb, K. (Eds.). (2014). *Hydropower development in the Mekong Region: Political, socio-economic and environmental perspectives*. Routledge.
- Mekong River Commission. (1995). *Agreement on the cooperation for the sustainable development of the Mekong River Basin*.

<https://firebasestorage.googleapis.com/v0/b/mrc-mekhong.appspot.com/o/MRC-1995-Agreement-n-procedures.pdf?alt=media&token=030e01f4-0e4a-4ff0-a485-3eed5ae1ee26>

- Mekong River Commission. (2011) *Project Completion Report: Xayaburi*. (Report No. PC-Proj-Review-Report-Xaiyaburi-24-3-11.)  
<https://www.mrcmekong.org/assets/Publications/Reports/PC-Proj-Review-Report-Xaiyaburi-24-3-11.pdf>.
- Mekong River Commission. (2017a). *The Council study: Study on the sustainable management and development of the Mekong River, including impacts of mainstream hydropower projects. BioRA final technical report series, volume 4: Assessment of planned development scenarios*. Vientiane, Lao PDR: Mekong River Commission.
- Mekong River Commission (2017b) Key findings from the Study on Sustainable and Management and Development of the Mekong River Basin, including Impacts of Mainstream Hydropower Projects. The Council Study – Stakeholder Forum.  
<https://www.mrcmekong.org/assets/Publications/Council-Study/Council-study-Reports-discipline/CS-Key-Messages-short-v4.pdf>
- Mekong River Commission. (2018). *The study on the sustainable management and development of the Mekong River basin, including impacts of mainstream hydropower projects*. Retrieved from <http://www.mrcmekong.org/highlights/the-study-on-sustainable-management-and-development-of-the-mekong-river-including-impacts-of-mainstream-hydropower-projects/>
- Mekong River Commission. (2019). *Review of the design change made for Xayaburi hydropower project: A technical reference* (Paper No. 65). <https://www.mrcmekong.org/wp-content/uploads/2024/08/Review-of-the-Design-Change-Made-for-Xayaburi-Hydropower-Project-A-Technical-Reference-Paper-No.65.pdf>
- Mekong River Commission. (2022). Annual report 2022.  
[https://firebasestorage.googleapis.com/v0/b/mrc-mekhong.appspot.com/o/MRC-Annual-Report-2022-P1%20\(1\).pdf?alt=media&token=854bedcd-669d-420e-9504-330920ec3cbe](https://firebasestorage.googleapis.com/v0/b/mrc-mekhong.appspot.com/o/MRC-Annual-Report-2022-P1%20(1).pdf?alt=media&token=854bedcd-669d-420e-9504-330920ec3cbe)
- Merme, V., Ahlers, R. et Gupta, J. (2014). Private equity, public affair: Hydropower financing in the Mekong Basin. *Global Environmental Change*, 24, 20-29.  
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.11.007>
- Middleton, C. (2022). *The Political Ecology of Large Hydropower Dams in the Mekong Basin: A Comprehensive Review*, 15(2).
- Middleton, C., & Allouche, J. (2016). Watershed or powershed? Critical hydropolitics, China and the ‘Lancang-Mekong cooperation framework’. *The International Spectator*, 51(3), 100-117.

- Middleton, C., Garcia, J., & Foran, T. (2012). Old and new hydropower players in the Mekong region: Agendas and strategies. In *Contested waterscapes in the Mekong region* (pp. 45-76). Routledge.
- Moore, D. (2021). *Damming Rivers Is Terrible for Human Rights, Ecosystems, and Food Security*. International Rivers. <https://www.internationalrivers.org/news/damming-rivers-is-terrible-for-human-rights-ecosystems-and-food-security/>
- Morton, L. et Olson, K. (2019). Water Rights and fights: Lao dams on the Mekong River - Olson & Morton (2018). *Journal of Soil and Water Conservation*, 74, 5A-11A. <https://doi.org/10.2489/jswc.74.1.5A>
- Nakayama, M., & Maekawa, M. (2013). Economic benefits and security implications of trading hydropower through transboundary power grids in Asia. *International Journal of Water Resources Development*, 29(4), 501-513. <https://www.tandfonline.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/doi/epdf/10.1080/07900627.2012.747127?needAccess=true>
- Nyíri, P. (2012). *Enclaves of Improvement: Sovereignty and Developmentalism in the Special Zones of the China-Lao Borderlands*, 54(3), 533-562. <https://doi.org/10.1017/S0010417512000229>
- Öjendal, J., Hansson, S. et Hellberg, S. (dir.). (2012). *Politics and Development in a Transboundary Watershed: The Case of the Lower Mekong Basin*. Springer Netherlands. <https://doi.org/10.1007/978-94-007-0476-3>
- Olson, K. R. et Morton, L. W. (2018). Polders, dikes, canals, rice, and aquaculture in the Mekong Delta. *Journal of Soil and Water Conservation*, 73(4), 83A-89A. <https://doi.org/10.2489/jswc.73.4.83A>
- Olson, K. R. et Morton, L. W. (2018b). Water rights and fights: Lao dams on the Mekong River. *Journal of Soil and Water Conservation*, 73(2), 35A-41A. <https://doi.org/10.2489/jswc.73.2.35A>
- Pöyry Energy AG. (2011). Xayaburi Hydroelectric Power Project Compliance Report. [https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/poyry\\_xayaburi\\_compliance\\_report.pdf](https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/poyry_xayaburi_compliance_report.pdf)
- Paisley, R., Denoon, R., Etmanski, T. et Weiler, P. (2017). Transboundary Waters, Infrastructure Development and Public Private Partnership. *Brill Research Perspectives in International Water Law*, 2(4), 1-75. <https://doi.org/10.1163/23529369-12340008>
- Palumbarit, M. R. (2022). *China, Japan, and Korea in Laos' Hydro Power Business Ventures: The Hydro-Hegemon Prevails*, 13(2), 129. <https://doi.org/10.22681/ADP.2022.13.2.129>
- Radio Free Asia. (2023) *Cambodia Warns Laos Over Mekong Dam*. <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/dam-04192012143244.html>

- Räsänen, T. A., Someth, P., Lauri, H., Koponen, J., Sarkkula, J. et Kumm, M. (2017). Observed river discharge changes due to hydropower operations in the Upper Mekong Basin. *Journal of Hydrology*, 545, 28-41. <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2016.12.023>
- Reinert, E. S. (2010). Developmentalism (No. 34). TUT Ragnar Nurkse Department of Innovation and Governance.
- Rieu-Clarke, A. (2015). Notification and Consultation Procedures Under the Mekong Agreement: Insights from the Xayaburi Controversy. *Asian Journal of International Law*, 5(1), 143-175. <https://doi.org/10.1017/S2044251314000022>
- Rujivanarom, P. (2019). *Xayaburi Dam partly to blame for Mekong Basin crisis: activists*. *The Nation*. <https://www.nationthailand.com/in-focus/national/30373621>
- Sangkhamanee, J. (2014). From Pak Mun to Xayaburi: The backwater and spillover of Thailand's hydropower politics. Dans *Hydropower Development in the Mekong Region*. Routledge.
- Sasipornkarn, E. (2021) Why is Laos building Mekong dams it doesn't need? DW Business - Asia <https://www.dw.com/en/why-is-laos-building-mekong-dams-it-doesnt-need/a-56231448>
- Secretariat, M. R. C. (2011). *Procedures for notification, prior consultation and agreement (PNPCA): Proposed Xayaburi dam project-Mekong River: Prior consultation project review report*. Mekong River Commission.
- Shoemaker, B., & Robichaud, W. (Eds.). (2018). *Dead in the water: Global lessons from the World Bank's model hydropower project in Laos*. University of Wisconsin Pres.
- Simpson, A. (2007). The environment – Energy security nexus: critical analysis of an energy 'love triangle' in Southeast Asia. *Third World Quarterly*, 28(3), 539-554. <https://doi.org/10.1080/01436590701192710>
- Sims, K. (2021). Lao PDR in 2020: Pandemic, Debt and Resource Extraction. *Southeast Asian Affairs*, 2021(1), 141-165.
- Sneddon, C. et Fox, C. (2006). Rethinking transboundary waters: A critical hydropolitics of the Mekong basin. *Political Geography*, 25, 181-202. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2005.11.002>
- So, A. Y. (2007). Globalization and the transition from neoliberal capitalism to state developmentalism in China. *International Review of Modern Sociology*, 61-76.
- Sohsai, P. et Lee, G. (2022). Court dismissal of Xayaburi dam lawsuit highlights the need to strengthen accountability of cross-border investments. *International Rivers*. <https://www.internationalrivers.org/news/court-dismissal-of-xayaburi-dam-lawsuit-highlights-the-need-to-strengthen-accountability-of-cross-border-investments:000j/>

- Soukhaphon, A., Baird, I. G. et Hogan, Z. S. (2021). The Impacts of Hydropower Dams in the Mekong River Basin: A Review. *Water*, 13(3), 265. <https://doi.org/10.3390/w13030265>
- Stuart-Fox, M. (2006). The Political Culture of Corruption in the Lao PDR. *Asian Studies Review*, 30, 59-75. <https://doi.org/10.1080/10357820500537054>
- Suhardiman, D., Giordano, M., & Molle, F. (2015). Between interests and worldviews: The narrow path of the Mekong River Commission. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 33(1), 199-217.
- Suhardiman, D., & Rigg, J. (2021). Aspirations undone: hydropower and the (re) shaping of livelihood pathways in Northern Laos. *Agriculture and Human Values*, 38(4), 963-973.
- Thabchumpon, N. (2012). Thai foreign direct investment and human security implications: A case study of the Xayaburi Dam in Lao PDR. *Asian Review*, 25(1), 91-117. <https://doi.org/10.58837/CHULA.AR.V25.1.5>
- Trandem, A. (2011) The Pandora's Box of Mekong Dams. *International Rivers*. <https://archive.internationalrivers.org/blogs/263/the-pandora-s-box-of-mekong-dams>
- Tung, N. C. (2023). Chinese *Economic Statecraft in Southeast Asia and Its Uneven Impact in Laos and Cambodia*, 59(4), 1-27. <https://doi.org/10.1142/S101325112350011X>
- United Nations Environment Programme. (2023). *Integrated water resources management*. UNEP. <https://www.unep.org/topics/fresh-water/water-resources-management/integrated-water-resources-management>
- Uppsala University. (2018, 13 Novembre). Unintended consequences of dams and reservoirs. *ScienceDaily*. [www.sciencedaily.com/releases/2018/11/181113141804.htm](http://www.sciencedaily.com/releases/2018/11/181113141804.htm)
- Vaidyanathan, G. (2011). Dam controversy: Remaking the Mekong. *Nature*, 478(7369), 305-307. <https://doi.org/10.1038/478305a>
- Việt, T. (2013). The Lower Mekong Dams Factsheet Text. *Retrieved from International Rivers: https://www.internationalrivers.org/resources/the-lower-mekong-dams-factsheet-text-7908*.
- Wasti, A., Ray, P., Wi, S., Folch, C., Ubierna, M. et Karki, P. (2022). Climate change and the hydropower sector: A global review. *WIREs Climate Change*, 13. <https://doi.org/10.1002/wcc.757>
- Wong, S. M. T. (2010). *Making the Mekong: Nature, region, postcoloniality* (Doctoral dissertation, The Ohio State University). Xue D., Wan Y., Yang R. (2018) Spatial-temporal evolution pattern and mechanism of China's construction of overseas hydropower stations. *Acta Geographica Sinica*. 73(10): 1942-1953.

- World Wildlife Fund. (2011). *Review of fisheries aspects in the Pöyry report*. Retrieved from [https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/review\\_of\\_fisheries\\_aspects\\_in\\_the\\_po\\_yry\\_report.pdf](https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/review_of_fisheries_aspects_in_the_po_yry_report.pdf)
- Yeophantong, P. (2013). *China and the Politics of Hydropower Development: governing water and contesting responsibilities in the Mekong River Basin* (No. 2013/81). GEG Working Paper.
- Yeophantong, P. (2020). *China and the Accountability Politics of Hydropower Development: How Effective are Transnational Advocacy Networks in the Mekong Region?*, 42(1), 85-117. <https://doi.org/10.1355/cs42-1d>
- Yoshida, Y., Lee, H. S., Trung, B. H., Tran, H.-D., Lall, M. K., Kakar, K. et Xuan, T. D. (2020). Impacts of Mainstream Hydropower Dams on Fisheries and Agriculture in Lower Mekong Basin. *Sustainability*, 12(6), 2408. <https://doi.org/10.3390/su12062408>
- Young, S. et Ear, S. (2021). Transnational political economic structures: explaining transnational environmental movements against dams in the lower Mekong region. *Third World Quarterly*, 42, 1-19. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1984224>
- Ziegler, A. D., Petney, T. N., Grundy-Warr, C., Andrews, R. H., Baird, I. G., Wasson, R. J. et Sithithaworn, P. (2013). Dams and Disease Triggers on the Lower Mekong River. *PLOS Neglected Tropical Diseases*, 7(6), e2166. <https://doi.org/10.1371/journal.pntd.0002166>